

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1532

27 juin 2013

SOMMAIRE

Adex S.A.	73495	First European Resources Trading S.à r.l.	73502
Altrio Finance S.à r.l.	73536	First European Resources Trading S.à r.l. et Cie, S.e.c.s., FERT	73502
ArcelorMittal WireSolutions	73497	FMC Finance VIII S.A.	73502
Arias, Fabrega & Fabrega (Luxembourg) S.A.	73491	Gec Lux S.A.	73490
Aries Ventures Soparfi S.à r.l.	73536	Give me more Sarl	73503
Assima Software S.A.	73498	GoldenTree Asset Management Lux II S.à r.l.	73503
Aveleos S.A.	73536	GoldenTree Asset Management Lux S.à r.l.	73503
Batselaer S.A.	73536	Graphix-Solution S.à r.l.	73495
Bernstein International AG	73499	Greythan Invest S.A.	73503
BML Invest S.A.	73499	Havanna Invest S.A.	73503
BPVN Enhanced Fund	73498	Henkel Re S.A.	73492
BRE/Conrad S.à r.l.	73499	Igmasa Management Luxembourg S.à r.l.	73493
BRE/CP Europe Holdings S.à r.l.	73499	J.P. Intérieurs S. à r.l.	73496
BRE/HVM S.à r.l.	73499	Kam Credit Investors 3 S.à r.l.	73533
CarVal Investors Luxembourg S.à r.l.	73499	Kaufhaus Immobilien Holding B S.à r.l. ...	73521
Catella SICAV	73492	Kellogg Group S.à r.l.	73493
Cetrel Securities S.A.	73492	Kheops S.A.	73496
Chanel S.à r.l.	73500	Luxsoft S.à r.l.	73496
CHERRY Luxembourg S.A.	73500	Mik's Auto Shop S.à r.l.	73497
Chien Bleu S.A.	73498	M&T's	73493
ChinaAMC Fund	73500	NKS Fortune S.A.	73491
Cobro S.A.	73500	Ramses S.A.	73497
Commercial Real Estate Investments S.A.	73500	RP Solutions S.A.	73494
Contere	73500	Société Financière Bellerive S.A.	73490
CVI GVF Luxembourg One S.à r.l.	73501	Structura	73490
CVI GVF Property Investments S.à r.l. ...	73501	Summa Energy S.A.	73490
De Bird	73501	United Technologies S.A.	73494
Dubrovnik S.A.	73501	URANIA Holding S.A. SPF	73494
Elle Tao Sarl	73502	Usque S.A.	73491
Euro-Packaging S.A.	73501	Viewfield Holding S.A.	73495
Euro-Packaging S.A.	73501		
FIA Asset Management S.A.	73502		
Fides Europe S. à r.l.	73502		
Firelighter (Lux) S.à r.l.	73505		

Société Financière Bellerive S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 31.626.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 mai 2013.

Référence de publication: 2013059106/10.

(130072513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

Structura, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 98.987.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 avril 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013059116/10.

(130072817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

Summa Energy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 128.474.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 02/10/2009, référence L090152195.01.

Le rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SUMMA ENERGY S.A.

Société Anonyme

SOFINEX S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013059121/16.

(130072689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

Gec Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 81, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 88.657.

EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire en date du 10 mai 2013 l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

- D'accepter la démission de Mr Carlos Marques de sa fonction d'administrateur
- De révoquer la société M.C. CONSULTING S.à.r.l. de sa fonction d'administrateur avec effet immédiat
- De nommer Mr RAMY RAMY Georges, consultant, né le 25 janvier 1956 à Beyrouth (Liban), domicilié au 60, rue Emeriau Apt 1308 F- 75015 PARIS entant que nouvel administrateur de la société à partir de cette date.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mai 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Référence de publication: 2013060771/18.

(130074646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2013.

NKS Fortune S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 55.357.

—
Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration du 6 Mai 2013

- Il est pris acte de la démission de Monsieur Atem SALAMEH de son mandat d'Administrateur avec effet le 7 Mai 2013.

- Monsieur Flavio MARZONA, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est coopté en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Atem SALAMEH, démissionnaire, avec effet au 7 Mai 2013, et ce pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Luxembourg, le 6 Mai 2013.

N.K.S. FORTUNE S.A.

S. BOULHAIS / R. BARBIER / A. SALAMEH

Administrateur et Présidente du Conseil d'Administration / Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013060929/18.

(130074480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2013.

Usque S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 163.646.

—
EXTRAIT

Par décision de l'Associé Unique du 6 mai 2013:

- Est acceptée la démission de la société Nationwide Management S.A., 12D, Impasse Drosbach, Centre Drosbach, Wing D, RCS Luxembourg n° B99746, comme Administrateur Unique avec effet immédiat.

- Est accepté la démission de la société Fiduciary and Accounting Services S.A. Lake Building, Second Floor, Wickhams Cay 1, P.O. Box 3161, Road Town, Tortola, BVI, Cy N°303554, comme Commissaire aux comptes avec effet immédiat.

- Est confirmée la nomination de Monsieur Michel De Loecker, né le 24 janvier 1945 à Wijnegem, et demeurant Berkenlaan 2, B-2970, 's Gravenwezel, comme Administrateur Unique de la société avec effet immédiat

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2013.

USQUE S.A.

Référence de publication: 2013061118/18.

(130074799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2013.

A.F. & F. (Luxembourg) S.A., Arias, Fabrega & Fabrega (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 42.063.

—
Extrait du procès verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 10 mai 2013

L'assemblée a renouvelé pour une période d'un an, le mandat des administrateurs

- Leroy Watson, avocat, demeurant à Calle 81 Este Nr 49 Parque Lefevre Paname City Republic of Panama.

- Gian Enrique Castillero Guiraud, avocat, demeurant à Calle Anastacio Ruiz 1B, Marbella Edif Torees Del, Republic of Panama.

- Evelyne Jastrow, administrateur délégué, demeurant 208, rue des Romains L-8041 Bertrange (Luxembourg). dont le mandat d'administrateur délégué est automatiquement renouvelé pour cette période

et du commissaire aux comptes

- SAFILUX S.A., société anonyme, ayant son siège social au 4, rue Tony Neuman L-2241 Luxembourg.

Leur mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013061283/18.

(130075722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Cetrel Securities S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 10, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 117.298.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société en date du 08 Mai 2013

En date du 08 mai 2013, l'assemblée générale des actionnaires de la Société a décidé de renouveler les mandats d'Administrateurs de la Société des personnes ci-dessous, dont le mandat s'achèvera à la fin de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société approuvant les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2013.

- M. Jean-Marc Fandel;
- Mme. Josiane Hein;
- M. Jörg Buser.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2013.

Pour CETREL Securities S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2013061350/18.

(130075536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Catella SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peterelchen.
R.C.S. Luxembourg B 147.125.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 15 avril 2013

L'assemblée générale ordinaire a décidé de:

- renouveler les mandats d'administrateurs de tous les membres actuels du conseil d'administration pour une période prenant fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2014, de sorte que le conseil d'administration de la Société se compose des personnes suivantes:

- * M. Joakim Stenberg, avec adresse professionnelle au 6, Birger Jarlsgatan, SE-10 390 Stockholm;
- * Mme Lena Andersson, avec adresse professionnelle au 6, Birger Jarlsgatan, SE-10 390 Stockholm;
- * Mme Ann-Charlotte Lawyer, avec adresse professionnelle au 4, rue Peterelchen, L-2370 Howald.

- renouveler le mandat de réviseur indépendant d'entreprises de PricewaterhouseCoopers, société coopérative. Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061344/18.

(130075719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Henkel Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 50.690.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue à Luxembourg le 14 mai 2013

Les personnes suivantes sont nommées Administrateurs:

- Karl-Heinz MICHAELIS,
- Wolfgang KNAUF,
- Lambert SCHROEDER

jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

L'Assemblée décide de nommer en tant que Réviseur Indépendant de la société KPMG Luxembourg S.à.r.l., 9 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

Pour la société HENKEL RE S.A.

AON INSURANCE MANAGERS (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2013061587/18.

(130075901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Igmasa Management Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 169.275.

EXTRAIT

Il résulte, suite à une convention de cession de parts sociales sous-seing privé du 1^{er} avril 2013 que les cent vingt-cinq (125) parts sociales représentatives du capital social de la société à responsabilité limitée "IGMASA MANAGEMENT LUXEMBOURG S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 169275, sont détenues par la société à responsabilité limitée de droit espagnol "IGMASA MANAGEMENT HOLDING INTERNATIONAL SLM, établie et ayant son siège social à E-08008 Barcelone, Calle Mallorca 245, 7^o, 2a, inscrite au Registre des Sociétés de Barcelone sous le numéro B65980799.

Pour extrait sincère et conforme

Luis PONS ESCOLANO

Gérant

Référence de publication: 2013061606/18.

(130076343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Kellogg Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 111.325.

Rectificatif du document déposé et enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés le 03 octobre 2012 sous le numéro L120169607.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DIEKIRCH, le 14 mai 2013.

Pour la société

COFICOM Trust S.à r.l.

B.P. 126

50, Esplanade

L-9227 DIEKIRCH

Signature

Référence de publication: 2013061638/18.

(130076319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

M&T's, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1221 Luxembourg, 33, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 170.828.

Constituée par acte passé, pardevant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 18 juillet 2012, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C no. 2273 du 12 septembre 2012.

Résolution des associés

Les associés ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

- Acceptation, avec effet immédiat, de la démission de Monsieur Fernandes Toni, demeurant à L-5214 Sandweiler, 18, rue du Cimetière, au poste de gérant.

- Nomination de Madame Sandra Cristina Lopes Batista, demeurant à L-6165 Emster, 8b, rue Principale, au poste de gérante pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2013.

M&T's S.à r.l.

Référence de publication: 2013061720/18.

(130075507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

RP Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 139.129.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement le 13/05/2013

Il résulte de cette assemblée générale que:

- le siège social de la société est transféré au L-1651 Luxembourg, 15, avenue Guillaume.
- la démission de Monsieur Robinson PIGNATO de sa fonction d'administrateur est acceptée, et remplacé par Monsieur Alain MARSCHALLIK, gérant de société, demeurant à L-1531 Luxembourg, 5, rue de la Fonderie. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée statutaire de 2014.

L'assemblée générale prend également acte du changement d'adresse du commissaire aux comptes la société Le Comitium International SA, RCS B83527, située désormais à L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alain MARSCHALLIK

Administrateur unique

Référence de publication: 2013061864/18.

(130076194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

United Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 43.672.

Il résulte des décisions prises par l'assemblée générale du 24/04/2013 que:

1. Monsieur Maximilian von Habsburg est révoqué de son mandat d'administrateur et de ses fonctions d'administrateur-délégué.
2. Messieurs Mariano Hugo Windisch-Graetz et Constantin-Christian von Berckheim sont révoqués de leur mandat d'administrateur.
3. Sont nommés administrateurs jusqu'à l'assemblée générale prévue en 2016:
 - Madame Nicole Florange, née le 28/08/1965 à Moyeuvre-Grande (F) et domiciliée professionnellement 65, Rue des Romains à L - 8041 Strassen,
 - Monsieur Peteris Rūdolfs Aihers, né le 29/12/1959 à Paris (F) et domicilié Juras Iela, 13 à LV - 2015 Jurmalā (Lettonie)
 - Monsieur Carl Graf von Schönburg-Glauchau, né à Lomé (Togo) le 02/02/1966 et domicilié Tengstrasse 33 à D - 80796 München (Allemagne)

Référence de publication: 2013062010/18.

(130076272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

URANIA Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 41.879.

Extrait des résolutions des actionnaires

En date du 8 mai 2013, les actionnaires de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- de révoquer ERNST & YOUNG en tant que réviseur d'entreprises agréé de la société et ce avec effet immédiat;
- de nommer la société REVEX, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 1, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.865, en tant que commissaire aux comptes et ce avec effet immédiat.

Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale de 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2013.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2013062015/18.

(130076253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Viewfield Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 83.678.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 2 mai 2013

1. Me René FALTZ, né le 17 août 1953 à Luxembourg et Me Tom FELGEN, né le 14 décembre 1971 à Luxembourg, ayant tous deux leur adresse 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg ont été réélus administrateurs de la société. Leurs mandats s'achèveront à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui sera tenue en 2018.

2. M. Laurent BARNICH, né le 25 octobre 1979, ayant son adresse 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, a été réélu administrateur et administrateur-délégué de la société. Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui sera tenue en 2018.

3. Luxembourg Offshore Management Company S.A., LOMAC SA ayant son siège social 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 22206, a été réélue au poste de commissaires aux comptes de la société. Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui sera tenue en 2018.

Référence de publication: 2013062035/18.

(130075540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Adex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 133.622.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire, en date du 17 avril 2013, que

L'assemblée décide de renouveler le mandat du commissaire aux comptes International Strategic Advisory S. à r.l. (R.C.S. Luxembourg B138010). Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale de l'an 2014. L'assemblée générale a pris note du changement d'adresse du commissaire aux comptes International Strategic Advisory S. à r.l., dont le siège est dorénavant situé au 23, rue Pierre Maissonnet, L-2113 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2013.

Pour extrait conforme

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2013062093/18.

(130076489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Graphix-Solution S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6692 Moersdorf, 16, Am Enneschten Flouer.

R.C.S. Luxembourg B 145.271.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 17 avril 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société:

- s.à r.l. GRAPHIX-SOLUTION, avec siège social à L-6692 Moersdorf, 16 Am Enneschten Flouer, de fait inconnue à cette adresse, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Diekirch sous le n° B145271.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Claude WIRTH, juge, et liquidateur Maître Gilbert REUTER, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch.

Pour extrait conforme

Maître Gilbert REUTER

Le liquidateur

Référence de publication: 2013062097/18.

(130075818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

J.P. Intérieurs S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6562 Echternach, 105, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 139.868.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 17 avril 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société:

- s.à r.l. J.P. INTERIEURS, avec siège social à L-6562 Echternach, 105 route de Luxembourg, de fait inconnue à cette adresse, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Diekirch sous le n° B139868.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Claude WIRTH, juge, et liquidateur Maître Gilbert REUTER, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch.

Pour extrait conforme
Maître Gilbert REUTER
Le liquidateur

Référence de publication: 2013062100/18.

(130075822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Kheops S.A., Société Anonyme.

Siège social:
R.C.S. Luxembourg B 75.986.

—
Acte de constitution publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 23 septembre 2000, numéro 688

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Par jugement rendu en date du 18 avril 2013, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, VI section, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes, en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, les opérations de liquidation de la société KJHEOPS SA.

Luxembourg, le 14 mai 2013.
Pour extrait conforme
Maître Florence DELILLE
Le liquidateur

Référence de publication: 2013062101/18.

(130076280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Luxsoft S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6467 Echternach, 8, rue Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 142.268.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 17 avril 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société:

- s.à r.l. LUXSOFT, avec siège social à L-6467 Echternach, 8 rue Neuve, de fait inconnue à cette adresse, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Diekirch sous le n° B142268.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Claude WIRTH, juge, et liquidateur Maître Gilbert REUTER, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch.

Pour extrait conforme
Maître Gilbert REUTER
Le liquidateur

Référence de publication: 2013062102/18.

(130075816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Mik's Auto Shop S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6562 Echternach, 101, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 101.049.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 17 avril 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société:

- s.à r.l. MIK'S AUTO SHOP, avec siège social à L-6562 Echternach, 101 route de Luxembourg, de fait inconnue à cette adresse, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Diekirch sous le n° B101049.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Claude WIRTH, juge, et liquidateur Maître Gilbert REUTER, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch.

Pour extrait conforme
Maître Gilbert REUTER
Le liquidateur

Référence de publication: 2013062103/18.

(130075812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Ramses S.A., Société Anonyme.

Siège social:
R.C.S. Luxembourg B 75.991.

Acte de constitution publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 23 septembre 2000, numéro 688

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Par jugement rendu en date du 18 avril 2013, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, VI section, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes, en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, les opérations de liquidation de la société RAMSES S.A.

Luxembourg, le 14 mai 2013.
Pour extrait conforme
Maître Florence DELILLE
Le liquidateur

Référence de publication: 2013062106/18.

(130076279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

ArcelorMittal WireSolutions, Société Anonyme.

Siège social: L-7769 Bissen, route de Finsterthal.
R.C.S. Luxembourg B 5.789.

L'Assemblée générale du 14 mai 2013 a pris acte de la démission de Monsieur Emile Glodt, administrateur.

L'Assemblée générale a décidé de nommer Monsieur Jean-François Haumonté en tant que nouvel administrateur, avec adresse professionnelle au Route de Finsterthal, L-7769 Bissen.

Monsieur Haumonté a été nommé pour une période de six (6) ans. Son mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2019.

Dorénavant, le Conseil d'administration se composera comme suit:

MM. Claude Wilwers Président
Jean-François Haumonté
Marc Schroeder

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Bissen, le 15 mai 2013.

Référence de publication: 2013062124/18.

(130077050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2013.

Assima Software S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 154.537.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 13 mai 2013

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Lux Business Management Sarl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Lux Konzern Sarl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Monsieur Eric Tazzieri, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Luxembourg, le 13 mai 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013062152/18.

(130076856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2013.

BPVN Enhanced Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 110.607.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 9 avril 2013

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Gianfranco Barp, Laurent Roques, Andrea Pappini et Nicola Iardella, en qualité d'administrateurs pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2014,
2. de réélire Deloitte S.A. en qualité de Réviseur d'Entreprises pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2014.

Luxembourg, le 29 avril 2013.

Pour BPVN ENHANCED FUND

Banque Degroof Luxembourg S.A.

Marc-André BECHET / Corinne ALEXANDRE

Directeur / -

Référence de publication: 2013062185/18.

(130077335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2013.

Chien Bleu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 93.306.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement le 13/05/2013

Il résulte de cette assemblée générale que le siège social de la société a été transféré au L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.

L'assemblée générale prend également acte des changements d'adresses de:

- Monsieur Jonathan BEGGIATO, administrateur et administrateur délégué, demeurant professionnellement à L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume;
- Le Comitium International SA, RCS B83527, commissaire aux comptes, avec siège social à L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jonathan BEGGIATO

Administrateur délégué

Référence de publication: 2013062218/18.

(130076804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2013.

BRE/CP Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 111.983.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013062188/9.

(130077054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2013.

BRE/Conrad S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 118.246.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013062187/9.

(130076660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2013.

BRE/HVM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 119.277.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013062189/9.

(130076661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2013.

BML Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 152.402.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013062183/9.

(130077079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2013.

Bernstein International AG, Société Anonyme.

Siège social: L-9972 Lieler, 7, Hauptstroos.

R.C.S. Luxembourg B 106.690.

Les comptes annuels au 31.12.12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013062178/9.

(130076734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2013.

CarVal Investors Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 117.261.

Les comptes annuels au 31 mai 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013062193/9.

(130076797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2013.

ChinaAMC Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.870.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061351/9.

(130076352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Contere, Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 93.880.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061355/9.

(130076304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Chanel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 143.555.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061389/9.

(130076029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

CHERRY Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 134.287.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061394/9.

(130075912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Cobro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 19, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 125.833.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061404/9.

(130076014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Commercial Real Estate Investments S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 113.699.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061407/9.

(130076503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

CVI GVF Luxembourg One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 129.276.

Les comptes annuels au 31 mai 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061425/9.

(130075806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

CVI GVF Property Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 129.810.

Les comptes annuels au 31 mai 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061426/9.

(130075926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

De Bird, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 240, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 114.749.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061431/9.

(130075990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Dubrovnik S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 92.882.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061457/9.

(130075724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Euro-Packaging S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9543 Wiltz, route de Noertrange.

R.C.S. Luxembourg B 73.209.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061499/9.

(130075562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Euro-Packaging S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9543 Wiltz, route de Noertrange.

R.C.S. Luxembourg B 73.209.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061500/9.

(130075577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Elle Tao Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8140 Bridel, 89, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 88.149.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061488/9.

(130076472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

First European Resources Trading S.à r.l. et Cie, S.e.c.s., FERT, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11C, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 133.119.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061515/9.

(130075525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

First European Resources Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11C, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 133.566.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061516/9.

(130075526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

FIA Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 108.254.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061529/9.

(130076484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Fides Europe S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 112.198.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061530/9.

(130076247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

FMC Finance VIII S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 28-30, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 162.959.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061540/9.

(130076456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

GoldenTree Asset Management Lux II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 112.969.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061556/9.

(130075742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

GoldenTree Asset Management Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 112.971.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061557/9.

(130075751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Greythan Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5540 Remich, 38, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 85.440.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061572/9.

(130076266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Havanna Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 102.117.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061584/9.

(130075823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Give me more Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4660 Differdange, 24, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 177.129.

STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-huit mars.

Par-devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- PICTO-Communication Partner SARL, établie et ayant son siège social à L-4660 Differdange, 24, rue Michel Rodange, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B174.046,

ici représentée par son gérant unique, Monsieur Frédéric LIEGEOIS, gérant, demeurant à F-54620 Ville-au-Montois, 4, Grand-Rue,

- EURO-EDITIONS S.A., établie et ayant son siège à L-4660 Differdange, 24, rue Michel Rodange, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 35.573,

ici représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Armand d'Antonio, éditeur, demeurant à L-4574 Differdange, 18, rue du Parc Gerlache,

Les comparants ont requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "Give me more SARL".

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Differdange.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'une agence de publicité, création, gestion et développement de sites Web, d'événementiel ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cent euros (12.500,- €), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- €) chacune.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

- PICTO COMMUNICATION SARL, susdit, cinquante parts	50
- EURO EDITIONS SA, susdit, cinquante parts	50
Total: cent parts sociales	100

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à sept cent euros (700,- €).

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-4660 Differdange, 24, rue Michel Rodange,
- Le nombre des gérants est fixé à deux (2).
- Est nommé gérant technique, pour une durée illimitée:

* Monsieur Frédéric LIEGEOIS, indépendant, né à Thionville (France) le 14 juillet 1974, demeurant à F-54620 Ville-aux-Montois, 4, Grand-Rue.

- Est nommé gérant administratif, pour une durée illimitée:

* Monsieur Armand d'Antonio, éditeur, né à Differdange le 5 août 1955, demeurant à L-4574 Differdange, 18, rue du Parc Gerlache,

La société est engagée par la signature conjointe du gérant administratif et du gérant technique.

Le notaire instrumentant a rendu attentifs les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: LIEGEOIS, D'ANTONIO, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 2 avril 2013. Relation: LAC/2013/14894. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2013.

Référence de publication: 2013061554/72.

(130076012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Firelighter (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.790,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 174.301.

In the year two thousand and thirteen, the fifteenth day of the month of January.

Before us Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder (the Shareholder) of Firelighter (Lux) S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and in the process of being registered with the Luxembourg trade and companies register, with a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), incorporated on 11 December 2012 pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company).

The Meeting was opened at 12.45 p.m., with Victorien Hémerly, avocat à la Cour, residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Codrina Constantinescu, residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer, Christoph Diesel, avocat à la Cour, residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I- That the present or represented Shareholder, the proxy of the represented Shareholder and the number of his shares are shown on an attendance list. This attendance list, signed by the proxy of the represented Shareholder and by the board of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented Shareholder will also remain annexed to the present deed after having been initialed "ne varietur" by the appearing person.

II- That pursuant to the attendance list, twenty-five (25) shares representing 100% of the share capital of the Company are present or represented at the Meeting and that the Shareholder present or represented consider himself being duly informed of the agenda and waive any convening notice.

III- That the Meeting is regularly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Creation of two (2) classes of shares, respectively class A (the "Class A") and class B (the "Class B");
2. Allotment of the twenty-five (25) existing shares representing an amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to the Class A shares of the Company;
3. Increase of the Company's share capital by an amount of five hundred euro (EUR 500.-) in order to bring it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to thirteen thousand euro (EUR 13,000.-) by the issuance of one (1) Class B share having a par value of five hundred euro (EUR 500.-) which is to be subscribed by NENI LLP, a limited liability partnership, incorporated and existing under the laws of England and Wales, with registered office at 22, Grosvenor Square, London, W1K 6DT, registered under number OC380842, to be paid by a contribution in cash;
4. Modification of the currency of the Company so as for the share capital of the Company to be the British pound (GBP) equivalent of thirteen thousand euro (EUR 13,000.-);
5. Restatement of article 3 of the articles of association of the Company which shall now be read as follows:

"The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings

and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.";

6. Full restatement of the articles of association of the Company;
7. Appointment of Class A and Class B managers of the Company; and
8. Miscellaneous.

The Meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to create two (2) classes of shares, which are to be respectively named Class A and Class B.

Second resolution

The Meeting resolves to allot the twenty-five (25) existing shares representing an amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to the Class A shares of the Company.

Third resolution

The Meeting resolves to increase the Company's share capital by an amount of five hundred euro (EUR 500.-) in order to bring it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to thirteen thousand euro (EUR 13,000.-) by the issuance of one (1) Class B share having a par value of five hundred euro (EUR 500.-).

Subscription - Payment

Thereupon, NENI LLP, declares to subscribe to one (1) Class B share newly issued, having a par value of one euro (EUR 1) and to fully pay up the one (1) Class B share by way of contribution in cash for an aggregate amount of five hundred euro (EUR 500.-).

The evidence of the existence and of the value of five hundred euro (EUR 500.-) has been produced to the undersigned notary by NENI LLP in respect of its contribution.

As a consequence of the above resolutions, NENI LLP joins the present Meeting in order deliberate on the following resolutions:

Fourth resolution

The Meeting resolves to change the currency of the Company so as for the share capital of the Company to be the British pound (GBP) equivalent of thirteen thousand euro (EUR 13,000.-) and to fix the conversion rate at zero point eighty three British pound (GBP 0.83) for one euro (EUR 1).

Fifth resolution

The Meeting resolves to restate article 3 of the articles of association of the Company which shall now be read as follows:

"The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object."

Sixth resolution

The Meeting resolves to fully restate the articles of association of the Company so as to read as follows:

"I. Definitions - Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. As used in the present articles of association, the terms defined below have the following respective meanings:

"Affiliate"	has the meaning ascribed to it in the Shareholders Agreement
"Articles"	means the present articles of association of the Company
"Asset Management Agreement"	has the meaning ascribed to it in the Shareholders Agreement
"Board Matters"	1.1.1 means the following: 1.1.2 Subject to Reserved Matters, the following matters may only be taken at a board of managers meeting or by a written resolution signed by such number and type of managers who could, on their own, form a quorum and approve the matter concerned at a duly convened meeting of the board of managers: 1.1.3 a) any amendments to the Business Plan; 1.1.4 b) concluding any agreement on the part of the Company relating to the receipt or provision of finance (including the renewal, extension or refinancing of any previous financing) or relating to hedging arrangements or the provision of any guarantee, security or indemnity; 1.1.5 c) concluding any agreement on the part of the Company in relation to the acquisition or sale of any asset; 1.1.6 d) deciding all significant standard terms which must be included in any lease of any asset which is to be entered into by the Company; 1.1.7 e) concluding any contract on the part of the Company relating to the refurbishment and/or maintenance of any asset; and f) any matters which are Authority Matters (as that term is defined in the Asset Management Agreement) or which otherwise require the approval of the Company pursuant to the terms of the Asset Management Agreement.
"Business"	has the meaning ascribed to it in the Shareholders Agreement
"Business Plan"	has the meaning ascribed to it in the Shareholders Agreement
"Carisbrooke"	has the meaning ascribed to it in the Shareholders Agreement
"Company"	has the meaning ascribed to it in article 2
"Competitor"	has the meaning ascribed to it in the Shareholders Agreement
"Debt"	has the meaning ascribed to it in the Shareholders Agreement
"Event of Default"	has the meaning ascribed to it in the Shareholders Agreement
"Law"	law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended
"Owner"	has the meaning ascribed to it in the Shareholders Agreement
"Reserved Matters"	1.2 means the following: 1.3 Subject to an immediate Event of Default, any decision relating to any of the following matters shall require the written consent of each Shareholder or a vote in favour by each Shareholder at a general meeting of the Shareholders of the Company properly convened and held or the unanimous approval of each of the managers provided always that (i) Carisbrooke shall not unreasonably withhold or delay its consent to any such matter (and if it does unreasonably withhold or delay its consent to any such matter, such matter shall not require the approval of Carisbrooke or any of the class B managers) and (ii) the consent of Carisbrooke or any class B manager shall not be required where (and only for so long as) there is no reasonable prospect of the Company having a Surplus: 1.4 a) any amendment to the Shareholders Agreement or any ancillary documents referred to in the Shareholders Agreement (provided that Carisbrooke's consent shall not be required in order to effect any amendments to the Asset Management Agreement) on the part of the Company or the Owner; 1.4.1 b) save in accordance with the situations detailed in the Shareholders Agreement, the alteration of the Articles or the adoption of any alternative articles or the passing of any

resolutions inconsistent with them which has an adverse effect on Carisbrooke and/or the rights attaching to the class B share(s);

1.4.2 c) an adverse variation of any rights attaching to the B shares;

1.4.3 d) the issue of share or loan capital to any third party or the creation or grant of any options or other rights in favour of a third party to subscribe for shares in the capital of the Company or to convert into shares in the capital of the Company where such action (i) has an adverse effect on Carisbrooke and/or the rights attaching to the B shares; (ii) is to a Competitor; or (iii) is likely to result in any adverse effect on the reputation of Carisbrooke;

1.4.4 e) the reduction of any B share capital in the capital of the Company or the purchase or redemption of any B shares;

1.4.5 f) the carrying on of any additional business other than the Business, or any amendment of the Business, (including, for the avoidance of doubt, the acquisition of any other real estate assets, the assets listed in the Shareholders Agreement and any assets pursuant to the "right of first look" as set out in the Shareholders Agreement;

1.4.6 g) the declaration or payment of a dividend or distribution or income or capital otherwise than in accordance with the Shareholders Agreement;

1.4.7 h) any receipt of third party finance (including, without limitation, any refinancing of the Debt or debt-for-equity swap) or the provision of any guarantee, security, encumbrance or indemnity in relation thereto which puts the holder of the class B shares or Carisbrooke (or any Affiliate transferee of Carisbrooke) in a worse position section "distribution and promote" than immediately preceding such action; or

1.4.8 i) agreeing with, or offering to do any of the matters in this the above.

"Shareholder" means shareholder of the Company

"Shareholders agreement" any shareholders agreement which may be entered into among the Shareholders from time to time (if any) for all matters for which no specific provision is made in these Articles

"Surplus" has the meaning ascribed to it in the Shareholders Agreement

Art. 2. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Firelighter (Lux) S.à r.l." (hereinafter the "Company"), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the Law, as well as by these Articles and the Shareholders Agreement.

Art. 3. Registered office.

3.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

3.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in the sole discretion of the manager(s) and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 4. Object.

4.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

4.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and

undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

4.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

4.4. The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 5. Duration.

5.1. The Company is formed for an unlimited duration.

5.2. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

5.3. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the Shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 6. Capital.

6.1. The Company's corporate capital is set at ten thousand seven hundred ninety British pounds (GBP 10,790.-) represented by twenty-five (25) class A shares and one (1) class B share with no par value, all subscribed and fully paid-up, each share having such rights and obligations as set out in the present Articles.

6.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the Shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles provided that the share capital cannot be lower than the minimum share capital required by law.

Art. 7. Shares.

7.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence, in accordance with and subject to, these Articles and any provision of the Shareholders' Agreement in this respect.

7.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is recognized per share. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

7.3. Shares are freely transferable among Shareholders.

Unless otherwise provided for in the Shareholders Agreement, the transfer of shares (inter vivos) to non-Shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of Shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

7.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each Shareholder who so requests.

7.5. The Company may redeem all its shares save for the ordinary shares and within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 8. Board of managers.

8.1. The Company is managed by one or several managers. If several managers are appointed, they will constitute the board of managers composed of one or several class A managers and one or several class B managers. The managers are appointed by the Shareholders which set the term of their office. The manager(s) need not to be Shareholder(s).

8.2. The manager(s) may be dismissed at any time ad nutum (without any reason) by a resolution of the Shareholders.

Art. 9. Powers of the board of managers.

9.1. All powers not expressly reserved by the Law, the present Articles or the Reserved Matters to the Shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

9.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, whether Shareholders or not, by (i) the sole manager, or as the case may be (ii) any class A manager and any class B manager.

Art. 10. Procedure.

10.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires and in any event not less than quarterly at such times in Luxembourg, upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

10.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least five (5) business days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency as further described in the Shareholders Agreement, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

10.3. No such convening notice is required if all members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers of the Company.

10.4. Subject to the Shareholders Agreement, any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, another manager as his proxy. A manager may also appoint another manager as his proxy by phone, such appointment to be confirmed in writing subsequently.

10.5. Subject to Reserved Matters or Board Matters, as the case may be, the board of managers shall decide on matters by simple majority vote and each manager shall have one vote at any meeting of the board of managers. For the avoidance of doubt, and subject to the Shareholders Agreement, no matter to be decided by the board of managers shall require the approval of any class B manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

10.6 The board of managers shall elect among the class A managers a chairman. In the case of a tie, the chairman has a casting vote at any meeting of the board of managers.

10.7. Subject to the Shareholders Agreement, any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, and hear and speak to, each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

10.8. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

Art. 11. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the sole signature of the sole manager, or (ii) the joint signatures of any one class A manager and any one class B manager, or (iii) by the single or joint signature(s) of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with Article 8.2.

Art. 12. Liability of the managers.

12.1 The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

12.2 To the extent permissible under Luxembourg law, the managers and other officers of the Company, as well as those persons to whom signatory powers have been validly delegated in accordance with article 9.2 of these Articles, shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been managers, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or wilful default, in each case without prejudice to any other rights to which such persons may be entitled.

12.3 To the extent permissible under Luxembourg law and except as provided for in article 59 paragraph 2 of the Law, a manager shall not be responsible for the acts, neglects or defaults of the other managers, or for any loss or damage caused by an error of judgment or oversight on their part, or for any other loss, damage or misfortune whatsoever which shall occur in the performance of their duties, except if the same results from or through his gross negligence or wilful default.

IV. General meetings of Shareholders

Art. 13. Powers and Voting rights.

13.1. Without prejudice to articles 13.2 and 13.4 of these Articles, resolutions of the Shareholders shall be adopted at general meetings.

13.2. If there are not more than twenty-five (25) Shareholders, the decisions of the Shareholders may be taken by circular resolution. The Shareholders shall be consulted in writing in accordance with article 14.2 of these Articles and shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the Shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

13.3. Each Shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. Each share is entitled to one vote.

13.4. The single Shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of Shareholders. The decisions of the single Shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

Art. 14. Notices, Quorum, Majority and Voting proceedings.

14.1. The Shareholders may be convened or consulted by any manager of the Company. The single manager, or as the case may be, the board of managers must convene or consult the Shareholders following the request of Shareholders representing more than one-half of the share capital of the Company.

14.2. The Shareholders shall be convened or consulted in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

14.3. Written notice of any meeting of the Shareholders shall be given to all Shareholders at least eight (8) days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting.

14.4. Meetings of the Shareholders shall be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meetings.

14.5. If all the Shareholders are present or represented at a meeting of the Shareholders, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

14.6. A Shareholder may act at any meeting of the Shareholders by appointing another person (who need not be a Shareholder) as his proxy in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

14.7. Subject to Reserved Matters collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by Shareholders owning more than one-half of the share capital of the Company. If this figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

14.8. However, resolutions to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three quarters of the share capital of the Company. However, in no case may the majority oblige any of the Shareholders to increase his participation in the Company.

14.9. The Shareholders can only change the nationality of the Company by unanimous vote.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 15. Accounting Year and Annual general meeting.

15.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of the same year.

15.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, auditor(s) (if any) and Shareholders towards the Company.

15.3. Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15.4. If there are more than twenty-five (25) Shareholders, the annual general meeting of the Shareholders shall be held at the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice, on the third Monday of April of each year at 10.00 a.m. and if such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

15.5. If there are not more than twenty-five (25) Shareholders, the annual general meeting of the Shareholders shall be held at such place and time as may be specified in the convening notice of the meeting which shall take place within the time limit set forth by the Law.

Art. 16. Statutory/External auditor.

16.1 If there are more than twenty-five Shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes).

16.2 To the extent required by Law, the operations of the Company shall be supervised by one or several external auditors (réviseurs d'entreprises).

16.3 The statutory/external auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

16.4 The statutory/external auditor(s) will be appointed by the general meeting of Shareholders of the Company which will determine their number, their remuneration and the term of their office.

Art. 17. Allocation of Profits.

17.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 of these Articles.

17.2 In accordance with the Shareholder Agreement, the share premium account may be distributed to the Shareholders upon decision of a general meeting of Shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter.

The general meeting of Shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

17.3 In accordance with the Shareholder Agreement, the general meeting of Shareholders has discretionary power to dispose of the surplus subject to the provisions set forth hereafter.

17.4 Subject to the provisions set forth hereafter, interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers of the Company;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the Shareholders;

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened; and

(v) should, after the close of the financial year, the amount available for distribution appear to be less than the amount distributed as an interim dividend, the relevant Shareholders shall be required to refund the shortfall to the Company;

VI. Dissolution - Liquidation

18.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be Shareholders, appointed by a resolution of the single Shareholder or the general meeting of Shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the Shareholders or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

18.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the Shareholders in proportion to the shares held by each Shareholder in the Company, subject to the provisions of article 16 which shall apply mutatis mutandis so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the dividend distribution rules.

VII. General provision

Reference is made to the provisions of the Law and to the Shareholders Agreement."

Seventh resolution

The Meeting resolves to appoint (1) Elizabeth Verwaltung S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) and its registered office at 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the trade and companies register of Luxembourg under number B 152.587 as class A manager of the Company and (2) Castle Services S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) and its registered office at 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the trade and companies register of Luxembourg under number B 152.622 as class B manager of the Company, each for an unlimited period, so that the board of managers of the Company shall now be composed as follows:

- Andrew Pettit, born in Cleethorpes (United Kingdom) on 7 March 1968 with professional address at 20 Balderton Street, London, W1K 6TL, United Kingdom, as class A manager;

- Ms. Habiba Boughaba, born in Charleville-Mezières (France) on 6 September 1973 with professional address at 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class A manager;

- Elizabeth Verwaltung S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) and its registered office at 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the trade and companies register of Luxembourg under number B 152.587, as class A manager;

- Castle Services S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) and its registered office at 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the trade and companies register of Luxembourg under number B 152.622, as class B manager;

- Mr. Cliff Langford, born in London (United Kingdom) on 28 March 1957 with professional address at 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B manager; and

- Mr. Renaud Labye, born in Liège (Belgium) on 11 September 1977 with professional address at 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B manager.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand euro (EUR 1,000.-).

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned at 1.15 p.m.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first written above.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le quinzisième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'actionnaire unique (l'Actionnaire) de Firelighter (Lux) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, en voie d'immatriculation auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 décembre 2012, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société).

L'Assemblée a été ouverte à 12.45 heures sous la présidence de Victorien Hemery, avocat à la Cour, résidant à Luxembourg, lequel a désigné comme secrétaire Codrina Constantinescu, résidant à Luxembourg.

L'Assemblée a élu comme scrutateur Christophe Diesel, avocat à la Cour, résidant à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le président a déclaré et prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I- Que l'Actionnaire présent ou représenté, le mandataire de l'Actionnaire représenté, ainsi que le nombre d'action qu'il détient est indiqué sur une liste de présence. Cette liste de présence, dûment signée par le mandataire de l'Actionnaire représenté ainsi que par les membres du bureau de l'Assemblée, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La procuration signée ne varietur par la partie comparante restera pareillement annexée au présent acte.

II- Que conformément à la liste de présence, vingt-cinq (25) parts sociales représentant 100 % du capital social de la Société sont présentes ou représentées à la présente Assemblée et les Actionnaires déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'Assemblée qui leur a été communiqué au préalable et renoncent aux formalités de convocation.

III- Que la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points suivants portés à l'ordre du jour:

Ordre du jour

1. Création de deux (2) classes d'actions, respectivement la classe A (la «Classe A») et la classe B (la «Classe B»);
2. Allocation des vingt-cinq (25) actions existantes représentant un montant total de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,-) à la Classe A;
3. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cinq cents euro (EUR 500) afin de le porter de sa valeur actuelle de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,-) à treize mille euro (EUR 13.000,-) par l'émission d'une (1) part sociale de Classe B d'une valeur de cinq cents euro (EUR 500) qui est souscrit par NENI LLP, une société à responsabilité, constituée et existante selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social au 22, Grosvenor Square, Londres W1K 6DT, immatriculé sous le numéro OC380842, par un apport en numéraire;
4. Modification de la devise de référence de la Société afin que le capital social de la Société soit l'équivalent en British Pound (GBP) de treize mille euro (EUR 13.000,-);
5. Modification de l'article 3 des statuts de la Société qui doivent désormais se lire comme suit:

«L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes Sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et/ou autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et/ou autres instruments de dette, et, en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, le développement, la gestion et le contrôle de toutes sociétés ou entreprises. Elle pourra en outre effectuer directement ou indirectement des investissements immobiliers et investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billet à ordre, obligations et emprunts obligataires et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de participation. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux

résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés ou personnes et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres sociétés ou personnes et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres Sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, en ce compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut d'une façon générale effectuer toutes les opérations et transactions qui favorisent directement ou indirectement ou se rapportent à son objet.»;

6. Refonte totale des statuts de la Société;

7. Nomination d'un gérant de Classe A et d'un gérant de Classe B de la Société; ET

8. Divers;

Première résolution

L'Assemblée décide de créer deux (2) classes d'actions, respectivement nommées la classe A (la «Classe A») et la classe B (la «Classe B»).

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'allouer les vingt-cinq (25) actions existantes représentant un montant total de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,-) à la Classe A.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinq cents euro (EUR 500,-) afin de le porter de sa valeur actuelle de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,-) à treize mille euro (EUR 13.000,-) par l'émission d'une (1) part sociale de Classe B d'une valeur de cinq cents euro (EUR 500,-).

Souscription - Paiement

NENI LLP, déclare souscrire à une (1) part sociale de Classe B nouvellement émise d'une valeur nominale de cinq cents euro (EUR 500,-) et procéder à la libération intégrale d'une (1) part sociale de Classe B par l'apport en numéraire d'un montant total de cinq cents euro (EUR 500,-).

La preuve de l'existence et de la valeur totale de cinq cents euro (EUR 500,-) a été soumise au notaire soussigné en ce qui concerne l'apport.

En conséquence des résolutions précitées, NENI LLP rejoint l'Assemblée présente afin de délibérer sur les résolutions suivantes:

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier la devise de référence de la Société afin que le capital social de la Société soit l'équivalent en British Pound (GBP) de treize mille euro (EUR 13.000,-) et fixe le taux de conversion à zéro virgule quatre-vingt-trois British Pound (GBP 0.83) pour un euro (EUR 1,-).

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes Sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et/ou autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et/ou autres instruments de dette, et, en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, le développement, la gestion et le contrôle de toutes sociétés ou entreprises. Elle pourra en outre effectuer directement ou indirectement des investissements immobiliers et investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billet à ordre, obligations et emprunts obligataires et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de participation. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés ou personnes et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres sociétés ou personnes et, de manière

générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres Sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, en ce compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut d'une façon générale effectuer toutes les opérations et transactions qui favorisent directement ou indirectement ou se rapportent à son objet.»

Sixième résolution

L'Assemblée décide de procéder à la refonte complète des statuts de la Société qui auront désormais la teneur suivante:

«I. Définitions - Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Au sens des présents statuts, les termes définis ci-après ont la signification suivante:

«Activité Principale»	doit être compris dans le sens qui lui est conféré par le Pacte d'Associés
«Affaires du Conseil»	désigne: Sous réserve des Questions Réservées, les sujets suivants ne peuvent être traités que lors d'une réunion du conseil de gérance ou par une résolution écrite signée par un certain nombre de gérants qui peuvent, à leur initiative, réunir le quorum nécessaire et approuver la question soulevée lors d'une réunion dûment convoquée du conseil de gérance: a) toute modification du Plan d'Activités; b) conclure tout contrat au nom de la Société relatif à la réception ou à l'octroi d'un financement (incluant le renouvellement, l'extension ou le refinancement de financements préexistants), aux mécanismes de couverture ou à l'octroi de garanties, sûretés ou indemnités; c) conclure tout contrat au nom de la Société portant sur l'acquisition ou la vente d'actifs; d) fixer les termes des contrats de location d'actifs conclus par la Société; e) conclure tout contrat au nom de la société relatif à la rénovation ou à l'entretien des actifs; f) toute Question d'Autorité (telle que définie dans le Contrat de Gestion d'Actifs) ou toute question qui nécessite l'accord de la Société selon les termes du Contrat de Gestion d'Actifs.
«Associé»	désigne un associé de la Société
«Carisbrooke»	doit être compris dans le sens qui lui est conféré par le Pacte d'Associés
«Cas de Défaillance»	doit être compris dans le sens qui lui est conféré par le Pacte d'Associés
«Concurrent»	doit être compris dans le sens qui lui est conféré par le Pacte d'Associés
«Convention de Gestion d'Actifs»	doit être compris dans le sens qui lui est conféré par le Pacte d'Associés
«Dettes»	doit être compris dans le sens qui lui est conféré par le Pacte d'Associés
«Excédent»	doit être compris dans le sens qui lui est conféré par le Pacte d'Associés
«Loi»	loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée
«Pacte d'Associés»	tout pacte d'associés qui peut être conclu par les Associés à tout moment (s'il en est) pour des questions qui ne font pas l'objet de mesures spécifiques au sein des présents Statuts
«Plan d'Activités»	doit être compris dans le sens qui lui est conféré par le Pacte d'Associés
«Propriétaire»	doit être compris dans le sens qui lui est conféré par le Pacte d'Associés
«Questions Réservées»	Désigne: A la suite d'un Cas de Défaillance, toute décision relative aux sujets suivants nécessitera l'accord écrit de chaque Associé se réunissant au sein de l'assemblée générale des Associés de la Société dûment convoquée et régulièrement tenue ou l'accord unanime des gérants sachant que (i) Carisbrooke ne doit pas déraisonnablement retenir ou retarder l'octroi de son consentement (dans le cas où il ne respecterait pas cette disposition, la question ne serait plus soumise à son accord ou à celui des gérants de catégorie B), et que (ii) le consentement de Carisbrooke ou des gérants de catégorie B n'est pas nécessaire lorsque (et seulement tant que) il n'y a aucune perspective raisonnable que la Société ait un Excédent: a) toute modification du Pacte d'Associés ou de tout autre document annexe visé dans le Pacte d'Associés (à condition que les modifications de la Convention de Gestion d'Actifs ne soient pas soumises au consentement de Carisbrooke) par la Société ou le Propriétaire;

- b) Conformément aux dispositions prévues dans le Pacte d'Associés, la modification des Statuts ou l'adoption de toute résolution incompatible avec eux qui a un effet négatif sur Carisbrooke et/ou sur les droits attachés aux parts sociales de catégorie B;
 - c) une modification des droits attachés aux parts sociales de catégorie B ayant un effet négatif;
 - d) l'émission de parts sociales et l'octroi de prêts à destination des tiers; la création ou l'octroi d'options ou d'autres droits à l'égard de tiers leur permettant de souscrire des parts sociales ou de convertir en part sociales lorsqu'une telle opération (i) a un impact négatif sur Carisbrooke et/ou sur les droits attachés aux parts sociales de catégorie B; (ii) est réalisée au profit d'un Concurrent; ou (iii) est susceptible de détériorer la réputation de Carisbrooke;
 - e) la réduction du capital social ou l'achat ou le rachat de parts sociales de catégorie B;
 - f) l'exercice de toute activité accessoire; toute modification de l'Activité Principale (y compris, le cas échéant, l'acquisition d'autres actifs immobiliers, d'actifs listés dans le Pacte d'Associés et d'actifs dont l'achat s'est réalisé par application du «droit de premier regard» tel que décrit dans le Pacte d'Associés);
 - g) la distribution de revenus, dividendes ou partie du capital qui n'est pas réalisée dans les conditions prévues au sein du Pacte d'Associés;
 - h) tout financement externe (incluant sans limitation, tout refinancement de la Dette ou échange de dette contre participation), l'octroi de garantie, sûreté ou indemnité à cet égard qui place le détenteur de parts sociales de catégorie B ou Carisbrooke (ou tout cessionnaire d'affiliation de Carisbrooke) dans une plus mauvaise position par rapport à la section «distribution et promotion»; ou
 - i) le fait d'être en accord ou proposer de traiter n'importe laquelle des questions ci-dessus.
- «Société» doit être compris dans le sens qui lui est conféré par l'article 2 des Statuts
- «Société-liée» doit être compris dans le sens qui lui est conféré par le Pacte d'Associés
- «Statuts» désigne les présents statuts de la Société

Art. 2. Dénomination. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination "Firelighter (Lux) S.à r.l." (ci-après la «Société»), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la Loi, ainsi que par les présents Statuts et le Pacte d'Associés.

Art. 3. Siège social.

3.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg). Il peut être transféré dans les limites de la commune par décision du gérant unique, ou le cas échéant, par le conseil de gérance. Le siège social peut également être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des Associés adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

3.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, déterminés à la discrétion du(des) gérant(s), et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la facilité de communication entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une Société luxembourgeoise.

Art. 4. Objet social.

4.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes Sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et/ou autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et/ou autres instruments de dette, et, en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, le développement, la gestion et le contrôle de toutes sociétés ou entreprises. Elle pourra en outre effectuer directement ou indirectement des investissements immobiliers et investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

4.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billet à ordre, obligations et emprunts obligataires et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de participation. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés ou personnes et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres sociétés ou personnes et, de

manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres Sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

4.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, en ce compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

4.4. La Société peut d'une façon générale effectuer toutes les opérations et transactions qui favorisent directement ou indirectement ou se rapportent à son objet.

Art. 5. Durée.

5.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

5.2. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des Associés adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs Associés.

II. Capital social - Parts sociales

Art. 6 Capital.

6.1. Le capital social de la Société est fixé à dix mille sept cent quatre-vingt-dix Livres Sterling (GBP 10.790,-) représenté par vingt-cinq (25) parts sociales de catégorie A et une (1) part sociale de catégorie B n'ayant aucune valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées, chacune jouissant des droits et obligations tels que décrit dans les présents Statuts.

6.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par résolution des Associés adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts, sous condition que le capital social ne soit pas inférieur au minimum légal.

Art. 7. Parts sociales.

7.1. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes, conformément à, et sous réserve des présents Statuts et de toute disposition du Pacte d'Associés à cet égard.

7.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

7.3. Les parts sociales sont librement cessibles entre Associés.

A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans le Pacte d'Associés, la cession de parts sociales (inter vivos) à des non-Associés est soumise à l'accord préalable de l'assemblée générale des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Une cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle a été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec l'article 1690 du code civil.

Pour toutes les autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi.

7.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et peut être consulté par chaque Associé qui le désire.

7.5. La Société peut racheter la totalité de ses parts sociales à l'exception de ses parts sociales ordinaires et dans les limites fixées par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 8. Conseil de gérance.

8.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance composé d'un ou plusieurs gérants de catégorie A et d'un ou plusieurs gérants de catégorie B. Les gérants sont nommés par les Associés qui déterminent le terme de leur mandat. Le(s) gérant(s) ne doivent pas nécessairement être des Associé(s).

8.2 Les gérants sont révocables à n'importe quel moment ad nutum (sans justifier d'une raison) par une résolution des Associés.

Art. 9. Pouvoirs du conseil de gérance.

9.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi, les présents Statuts ou les Questions Réservées aux Associés seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus d'un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

9.2. Le gérant unique ou, selon le cas, tout gérant de catégorie A et tout gérant de catégorie B pourra déléguer des pouvoirs spéciaux et limités dans des cas précis à un ou plusieurs agents, Associés ou non.

Art. 10. Procédure.

10.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et jamais moins d'une fois par trimestre au Luxembourg, sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

10.2. Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence telle que décrite dans le Pacte d'Associés, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans la convocation de la réunion du conseil de gérance.

10.3. Cette convocation écrite n'est pas nécessaire si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord écrit de chaque membre du conseil de gérance de la Société soit en original, soit par télégramme, télex, fac-similé ou courrier électronique. Des convocations écrites séparées ne seront pas exigées pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un calendrier préalablement adopté par résolution du conseil de gérance de la Société.

10.4. Sous réserve des dispositions du Pacte d'Associés, tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance en nommant par écrit, soit en original ou par téléfax, courrier électronique, télégramme ou télex, un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut également nommer un autre gérant comme son mandataire par téléphone, mais cette nomination devra ensuite être confirmée par écrit.

10.5. Sous réserve de ce qui est prévu pour les Questions Réservées et les Affaires du Conseil, le conseil de gérance prendra ses décisions à la majorité simple des voix, chaque gérant disposant d'une voix lors des réunions du conseil. Afin d'écartier tout doute, et sous réserve de ce qui est prévu au sein du Pacte d'Associés, aucune des décisions prises par le conseil de gérance ne nécessite l'accord de(s) gérant(s) de catégorie B. Les résolutions du conseil de gérance sont enregistrées au sein d'un procès-verbal signé par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

10.6. Le Conseil de Gérance élit un président parmi les gérants de catégorie A. En cas d'égalité des voix lors d'un vote, le président a le pouvoir de départager le conseil.

10.7. Sous réserve des dispositions du Pacte d'Associés, tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

10.8. Des résolutions circulaires signées par tous les gérants seront valables et engageront la Société comme si elles avaient été adoptées à une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, confirmées en original, par télégramme, télex, fac-similé ou courrier électronique.

Art. 11. Représentation. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par (i) la seule signature du gérant unique, ou (ii) la signature conjointe de tout gérant de catégorie A et tout gérant de catégorie B, ou (iii) par la signature unique ou conjointe de toute personne à qui ce pouvoir de signature a été valablement délégué conformément à l'article 9.2. des présents Statuts.

Art. 12. Responsabilité des gérants.

12.1 Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions applicables de la Loi.

12.2 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, les gérants et autres fondés de pouvoir de la Société, ainsi que toutes les personnes à qui des pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 9.2 des présents Statuts seront indemnisés par prélèvement sur les actifs de la Société contre tous les coûts, frais, pertes, dommages et dépenses encourus ou supportés par eux en relation avec toutes actions, plaintes, procès ou procédures auxquels ils peuvent être partie en raison de leur statut actuel ou passé de gérants, fondés de pouvoir ou délégués de la Société, en raison de toute transaction effectuée par la Société, tout contrat conclu ou action accomplie, ou omise ou dans laquelle ils ont participé, en relation avec l'exécution de leurs obligations, à l'exception des dommages et dépenses dues à leur faute lourde ou manquement dolosif, dans chaque cas, sans préjudice de tous les autres droits dont ces personnes peuvent jouir.

12.3 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, et sauf dans les cas prévus à l'article 59 paragraphe 2 de la Loi, un gérant ne sera pas responsable des actes, négligences ou manquements des autres gérants, ou pour toute perte ou tout dommage causés par une erreur de jugement ou inadvertance de leur part, ou pour toute autre perte, dommage ou préjudice quelle qu'il soit qui surviendrait lors de l'exécution de son mandat, sauf si cela résulte de, ou est causé par, une faute lourde ou manquement dolosif lui incombant.

IV. Assemblées générales des Associés

Art. 13. Pouvoirs et Droits de vote.

13.1. Sans préjudice des articles 13.2 et 13.4 des présents Statuts, les résolutions des Associés sont adoptées en assemblées générales.

13.2. Si le nombre d'Associés n'excède pas vingt-cinq (25) Associés, les décisions des Associés pourront être prises par résolution circulaire. Les Associés seront consultés par écrit conformément à l'article 14.2 des présents Statuts et exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des Associés peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, confirmées en original, par télégramme, télex, fac-similé ou courrier électronique.

13.3 Chaque Associé a des droits de vote proportionnellement au nombre de parts détenues par celui-ci. Chaque part sociale donne droit à un vote.

13.4 L'Associé unique assume tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des Associés. Les décisions de l'Associé unique sont consignées en procès-verbaux ou rédigées par écrit.

Art. 14. Convocations, Quorum, Majorité et Procédure de vote.

14.1 Les Associés peuvent être convoqués ou consultés par tout gérant de la Société. Le gérant unique, ou le cas échéant, le conseil de gérance doit convoquer ou consulter les Associés à la demande des Associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

14.2 Les Associés sont convoqués ou consultés par écrit, soit en original ou par télégramme, télex, fac-similé ou courrier électronique.

14.3 Une convocation écrite à toute assemblée des Associés sera donnée à tous les Associés au moins huit (8) jours avant la date fixée de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera précisée dans la convocation de ladite assemblée.

14.4 Les assemblées des Associés seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations respectives des assemblées.

14.5 Si tous les Associés sont présents ou représentés à l'assemblée des Associés et se considèrent eux-mêmes comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation préalable.

14.6 Un Associé peut prendre part à toute assemblée générale des Associés en désignant une autre personne comme mandataire (Associé ou non) par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, fac-similé ou courrier électronique.

14.7 Sous réserve des Questions Réservées, les décisions collectives ne sont valablement prises que dans la mesure où elles sont adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première assemblée ou première consultation écrite, les Associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

14.8 Cependant, les résolutions pour dissoudre et liquider la Société ne peuvent être adoptées que par la majorité (en nombre) des Associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société. Cependant, en aucun cas la majorité peut obliger un des Associés à augmenter sa participation dans la Société.

14.9 Les Associés peuvent changer la nationalité de la Société uniquement par vote unanime.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 15. Exercice Comptable et Assemblée générale annuelle.

15.1. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

15.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance dresse le bilan et le compte de pertes et profits de la Société ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérant(s), auditeur(s) (s'il y en a) et des Associés.

15.3 Tout Associé peut prendre connaissance de l'inventaire et le bilan précédemment mentionnés au siège social de la Société.

15.4 Si le nombre d'Associés de la Société excèdent vingt-cinq (25), l'assemblée générale des Associés sera tenue au siège social de la Société ou en tout autre endroit de la municipalité du siège social tel que mentionné dans les convocation, le troisième lundi du mois d'avril à 10 heures et si ce jour est un jour férié à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

15.5 Si le nombre d'Associés ne dépasse pas vingt-cinq (25) Associés, l'assemblée générale des Associés se tiendra au lieu et heure indiqués dans la convocation respective de l'assemblée, dans la limite des délais fixés par la Loi.

Art. 16. Commissaire aux comptes/Réviseur d'entreprise.

16.1 Si le nombre d'Associés dépasse vingt-cinq (25) Associés, les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

16.2 Dans la mesure requise par la Loi, les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises.

16.3 Le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseur(s) d'entreprises sera (seront) élu(s) pour une durée maximum de six (6) ans et sera (seront) rééligibles.

16.4 Le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseur(s) d'entreprises sera (seront) nommé(s) par l'assemblée générale des Associés de la Société qui déterminera leur nombre, rémunération et la durée de leur mandat.

Art. 17. Affectation des bénéfices.

17.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel qu'augmenté ou réduit selon l'article 5 des Statuts.

17.2 Conformément aux dispositions du Pacte d'Associés, la prime d'émission disponible est distribuable aux Associés après décision de l'assemblée générale des Associés conformément aux dispositions qui suivent. L'assemblée générale des Associés a le droit d'affecter à la réserve légale tout ou partie de la prime d'émission.

17.3 Selon les dispositions du Pacte d'Associés, l'assemblée générale des Associés décidera discrétionnairement de l'affectation du surplus sous réserve des dispositions qui suivent.

17.4 Sous réserve des dispositions suivantes, des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) un état des comptes ou un inventaire ou un rapport est établi par le gérant ou le conseil de gérance de la Société;
- (ii) cet état des comptes, inventaire ou rapport montre que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par les Associés;
- (iv) une assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés; et
- (v) si, après la clôture de l'exercice social, le montant disponible à la distribution apparaît inférieur au montant distribué en tant que dividende intérimaire, les Associés seront tenus de reverser la différence à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

18.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être Associés, nommés par une résolution de l'Associé unique ou de l'assemblée générale des Associés qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf disposition contraire prévue par la Loi ou la décision des Associés, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus larges pour la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

18.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué aux Associés proportionnellement au nombre d'actions détenues par chaque Associé dans la Société, sous réserve des dispositions de l'article 16 qui s'appliqueront mutatis mutandis afin d'atteindre sur une base consolidée le même résultat que celui dérivé des règles de distribution de dividendes.

VII. Dispositions générales

Il est fait référence aux dispositions de la Loi et du Pacte d'Associés.»

Septième résolution

L'Assemblée décide de nommer (1) Elizabeth Verwaltung S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cent euro (EUR 12.500,-) et ayant son siège social au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.587 en tant que gérant de Classe A de la Société et (2) Castle Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cent euro (EUR 12.500,-) et ayant son siège social au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.622, en tant que gérant de Classe B de la Société, chacun pour une durée illimitée de telle sorte que le conseil de gérance de la Société est maintenant constitué comme suit:

- Andrew Pettit, né à Cleethorpes (Royaume-Uni) le 7 mars 1968, ayant son adresse professionnelle au 20 Balderton Street, Londres, W1K 6TL, Royaume-Uni, en tant que gérant de Classe A;

- Ms. Habiba Boughaba, née à Charleville-Mezières (France) le 6 septembre 1973, ayant son adresse professionnelle au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de Classe A;

- Elizabeth Verwaltung S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cent euro (EUR 12.500,-) et ayant son siège social au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.587, en tant que gérant de Classe A;

- Castle Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cent euro (EUR 12.500,-) et ayant son siège social au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.622, en tant que gérant de Classe B;

- Mr. Cliff Langford, né à Londres (Royaume-Uni) le 28 mars 1957, ayant son adresse professionnelle au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de Classe B; et
- Mr. Renaud Labye, né à Liège (Belgique) le 11 septembre 1977 ayant son adresse professionnelle au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de Classe B.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution sont évalués à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 13.15 heures.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire soussigné par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: V. HÉMERY, C. CONSTANTINESCU, C. DIESEL, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 16 janvier 2013. Relation: DIE/2013/733. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 28 janvier 2013.

Référence de publication: 2013061514/910.

(130076483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Kaufhaus Immobilien Holding B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 172.683.

In the year two thousand and thirteen, on the seventeenth day of April.

Before us Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

1° SIGNA Prime Luxembourg S.à r.l., a société à responsabilité limitée, existing under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under the number B164984, having its registered office at L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff,

2° BSG Real Estate (Netherlands) I B.V., a besloten vennootschap existing under the laws of the Netherlands, registered with the trade and companies' register of Amsterdam, under the number 56642482, having its registered office at Haaksbergweg 59, 1101 BR Amsterdam Zuidoost, the Netherlands,

Both here represented by Mr Jean-Pierre Dias, private employee, with its professional address in Senningerberg, by virtue of two proxies given under private seal which shall be signed "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary and shall be attached to the present deed to be filed at the same time.

The prenamed companies are the sole members of Kaufhaus Immobilien Holding B S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 172683, incorporated on 9 November 2012 pursuant to a deed of the notary Maître Henri Hellinckx, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2988 on 10 December 2012 (the "Company"). The articles of association of the Company have not been amended since.

Which appearing entities, representing the entire capital of the Company, requested the undersigned notary to draw up as follows:

That the agenda of the present meeting is as follows:

Agenda

1. Creation of new classes of A and B shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.
2. Conversion of twelve thousand (12,000) existing shares held by the shareholder SIGNA Prime Luxembourg S.à r.l. into twelve thousand (12,000) class A shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.
3. Conversion of twelve thousand (12,000) existing shares held by the shareholder BSG Real Estate (Netherlands) I BV into twelve thousand (12,000) class B shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.
4. Classification of existing managers into class A and B managers.

5. Change of the representation of the Company towards third parties.
6. Change of the language of the Company's articles of association from German to English.
7. Appointment of an auditor.
8. Full restatement of the Company's articles of association (without amending the corporate purpose).
9. Miscellaneous.

The general meeting of the Shareholders has taken the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to create the new classes of A shares and B shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

Second resolution

The general meeting resolves to convert twelve thousand (12,000) existing shares currently held by the shareholder SIGNA Prime Luxembourg S.à r.l. into twelve thousand (12,000) class A shares having a nominal value of one euro (EUR 1) each and subject to the conditions set forth in the articles of association of the Company.

Third resolution

The general meeting resolves to convert twelve thousand (12,000) existing shares currently held by the shareholder Real Estate (Netherlands) I BV into twelve thousand (12,000) class B shares having a nominal value of one euro (EUR 1) each and subject to the conditions set forth in the articles of association of the Company.

Fourth resolution

The general meeting resolves to classify the existing managers, who have been previously appointed for an unlimited period of time.

The following existing managers shall be classified as A managers of the Company:

- Mr. Daniel Kranz, born on 10 March 1972 in Trier (Germany), with professional address at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg; and
- Mr. Bernd Manchen, born on 08 January 1975 in Graz (Austria), with professional address at 31, Maria-Theresien-Straße, A-6020 Innsbruck,

The following existing managers shall be classified as B managers of the Company:

- Mr. Gregg Blackstock, born on 24 September 1974 in Mbabane (Swaziland), with professional address at 7 Old Park Lane, Mayfair, London W1K 1QR, United Kingdom; and
- Mr. Michael Lange, born on 28 June 1964 in Scheeßel (Germany), with professional address at 16, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.

Fifth Resolution

Following the previous resolution the general meeting resolves to change the representation of the company and changes the article 10 which shall be read as follows:

Art. 10. Representation of the Company.

10.1 The Company shall be bound towards third parties (i) by the joint signature of the A Managers of the Company; and (ii) by the signature of any person to whom such signatory power may have been delegated by an authorized Manager in accordance with (i).

Sixth Resolution

The general meeting resolves to change the language of the articles of association of the Company from German to English followed by a German translation. The English text shall prevail.

Seventh Resolution

The general meeting resolves to appoint the following person as independent auditor until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts for the first financial year:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies register under number B65477, having its registered office at 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Eighth Resolution

As a consequence of the above resolutions, the general meeting resolves to fully restate the articles of association (without amending the corporate purpose) which shall henceforth read as follows:

"Chapter I. - Form, Name, Registered office, Purpose, Duration

Art. 1. Form - Name. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name of «Kaufhaus Immobilien Holding A S.à r.l.», which shall be governed by Luxembourg law applicable to such legal entity (the "Company") by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law") as well as by the present articles of association (the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the city of Sennigerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

2.3 Within the municipality of Niederanven, the registered office may be transferred by decision of the Board of Managers (as defined below).

2.4 In the event that the Board of Managers (as defined below) determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company. The transfer of the registered office abroad is made by decision of the Board of Managers (as defined below).

2.5 The Company may establish branches or other offices either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Art. 3. Purpose.

3.1 The main purpose of the Company is the direct and indirect acquisition, holding, administration, development and sale of participations and shares in Luxembourg and foreign legal entities, corporations and/or partnerships and capital companies (each a "Subsidiary"), in any form and particularly also by way of incorporation and conducting the business of such Subsidiaries.

3.2 The Company may - directly and/or (multiple times if applicable) indirectly through its Subsidiaries - make real estate related investments, particularly the acquisition, holding, administration, development and sale of real estate properties.

3.3 The Company may also, directly or indirectly, invest in, acquire, hold in any form whatsoever, assets of any form.

3.4 The Company may particularly carry out the following activities, it being understood that the Company will not carry out any business that involves activities that are deemed regulated activities in the financial sector:

(a) borrow funds in any form whatsoever, accept loans in any form whatsoever and raise funds, especially, but not limited to and except by way of public offering, by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures, convertible and non-convertible as well as through the use of financial derivatives or any other form.

(b) advance, borrow or deposit funds or grant loans to a Luxembourg or foreign legal entity or subscribe for or acquire any kind of debt instrument issued by such entity, under conditions deemed suitable, with or without security.

(c) grant/engage into guarantees, assumptions of liability, personal securities, pledges and/or any other form of security, through personal commitment or mortgage or encumbrance of the enterprise or part of it, of (current or future) assets or through all or one of these methods, for the purpose of execution of agreements or liabilities of the Company as well as for the purpose of execution of agreements or liabilities or any other way in favour of its Subsidiaries, within the boundaries of and according to the provisions of Luxembourg law.

3.5 The Company may proceed to all legal, business related, technical and financial investments or transactions and generally carry out all transactions that are directly or indirectly related to the fulfilment of its corporate purpose in all aforementioned areas.

Art. 4. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at twenty-four thousand euro (EUR 24,000), represented by twelve thousand (12,000) class A shares (the "Class A Shares") and twelve thousand (12,000) class B shares (the "Class B Shares"), all having a nominal value of one euro (EUR 1,00) (the Class A Shares and the Class B Shares being hereinafter collectively referred to as the "Shares").

5.2 Subject to anything expressly stated to the contrary in the present Articles, each Share entitles to the exercise of the same rights.

5.3 The Company may redeem its own Shares within the limit provided by law.

Art. 6. Indivisibility of the Shares.

6.1 The Shares of the Company are indivisible vis-à-vis the Company as only one holder per Share is allowed. In case a Share is owned by several persons, they shall appoint one person as representative vis-à-vis the Company.

Art. 7. Transfer of Shares.

7.1 In the case of a sole shareholder, the Shares of the Company held by such shareholder are freely transferable.

7.2 In the case of a plurality of shareholders, the Shares held by such shareholders may be (i) transferred freely between the existing shareholders subject to the provisions of article 7.3 below and (ii) in accordance with the provisions of articles 189 and 190 of the Law to non-shareholders.

7.3 All transfers of Shares shall be subject to any transfer restrictions which may be set out in any agreement made between the shareholders of the Company for the purpose of regulating the affairs of the Company (a "Shareholders Agreement").

Chapter III. - Management

Art. 8. Management.

8.1 The Company shall be managed by two (2) class A managers (the "A Managers") and two (2) class B managers (the "B Managers", and together with the A Managers, the "Managers") who shall form a board of managers (the "Board of Managers").

8.2 The A Managers shall be nominated for appointment by the holders of the Class A Shares and B Managers shall be nominated for appointment by the holders of the Class B Shares.

The shareholders shall be obliged to effect the appointment of the nominated individuals as Managers of the Company. A shareholder shall only be entitled to refuse such appointment by another shareholder for good cause being an objective test in the best interest of the Company, provided that the reason for the refusal lies with the proposed individual.

The right of each shareholder to respectively nominate for appointment two (2) A Managers or two (2) B Managers shall also apply to subsequent appointments (e.g. as a consequence of a revocation or resignation of a Manager).

8.3 At the request of the respective shareholder, the individual nominated by it shall be revoked as Manager of the Company.

8.4 The chairman of the Board of Managers, if any, shall not have any superseding right (casting vote).

Art. 9. Powers of the Board of Managers - Composition of the Board of Managers.

9.1 The Board of Managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, provided that the provisions of this article shall be respected.

9.2 The shareholders acting in general meeting shall draw up internal rules of procedure, which shall be known to the Board of Managers who shall be bound by them (the "Rules of Procedure"). For the avoidance of doubt, the Rules of Procedure may only be amended by a decision of the Company's general meeting of shareholders.

9.3 All powers that are not expressly reserved to the meeting of the shareholders in accordance to the Law or the present Articles are deemed to belong to the Board of Managers.

9.4 The day-to-day operations of the Company shall be conducted by such persons as appointed from time to time by the Board of Managers among the A Managers subject to such limitations of authority as provided for in the Rules of Procedure.

Art. 10. Representation of the Company.

10.1 The Company shall be bound towards third parties (i) by the joint signature of the A Managers of the Company; and (ii) by the signature of any person to whom such signatory power may have been delegated by an authorized Manager in accordance with (i).

Art. 11. Delegation and Appointee of the Board of Managers.

11.1 The Board of Managers may delegate its powers for specific tasks to one or more Ad-hoc appointees.

11.2 Any Manager shall set the responsibilities and compensation (if applicable) of the relevant appointee, the duration of the mandate as well as all other relevant conditions of such appointee.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers.

12.1 The meetings of the Board of Manager are convened by any Manager. The Board of Managers may elect a chairman. The meetings of the Board of Manager shall be held in Luxembourg.

12.2 The Board of Managers may validly deliberate and resolve when all Managers are present or represented, who have waived the necessity of convening notices and formalities.

12.3 Any manager may appoint another manager as his proxy for any meeting of the board of managers by either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Oral appointment is valid if confirmed in writing at a later point in time (by facsimile sufficient).

12.4 The Board of Manager may only validly deliberate and resolve, if the majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board of Managers are taken at a majority of the Managers present or represented, such majority to include at least one Manager designated by the holders of each of the classes of Shares.

12.5 The use of conference-call or video conference equipment is allowed, insofar each participating Manager can hear and can be heard by all other participating Managers, it being disregarded whether such technology is used or not, and any participant is demand to be present and has the power to vote via video or telephone. The use of conference-call or video conference equipment shall be limited to exceptional circumstances.

12.6 Further, resolutions may be passed in written form (fascimile or mail), if passed by all Managers unanimously. Such resolution may be documented in one or several documents, who shall have the same contents and be signed by all members of the Board of Managers. Such written resolutions are valid and effective, as if they were taken at a duly convene meeting of the Board of Managers. The passing of written resolutions shall be limited to exceptional circumstances.

12.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all Managers present or represented at such meeting.

12.8 Extracts shall be certified by any Manager or any other person that has been appointed by such Manager or at a meeting of the Board of Managers.

Art. 13. Remuneration of Managers. The Managers of the Company shall not be entitled to compensation for the exercising of the function, unless agreed by the shareholders otherwise.

Chapter IV. - Meeting of the shareholders

Art. 14. Powers of the meeting of the shareholders - Votes.

14.1 If there exists only one shareholder, such shareholder shall assume all powers that are granted to the meeting of the shareholders pursuant to the Law and shall pass resolutions in written form.

14.2 If there exist several shareholders, each shareholder may participate at the meetings of the shareholders irrespective of the number of Shares which he owns. Each shareholder's voting rights are pro rate to the Shares he owns. All Shares grant the same voting rights.

14.3 The Board of Managers shall convene the meetings of the shareholders or propose written resolutions of the shareholders. Any shareholder may request the Board of Managers to convene a meeting of the shareholders or propose resolutions to be adopted by the shareholders. The Board of Managers shall be obliged to convene a meeting of the shareholders of the Company or to submit the resolutions to a shareholders' vote within 30 days of such request being made as set out in this article.

14.4 The convening notice of a meeting of the shareholders together with the agenda in relation thereto shall be sent to each shareholder at least eight (8) days before the meeting. Exceptionally, the annual ordinary general meeting shall be convened at least twenty-one (21) days before the date at which the meeting is to take place.

14.5 Each shareholder is entitled to request that certain items be put in the agenda of the next meeting of the shareholders, provided that this request is made within three (3) days after the day of the receipt of a convening notice. Such request has to set out the reasons and must be in writing. The other shareholders shall be promptly informed about the new item of the agenda.

14.6 If all shareholders are present or represented, they may waive all formalities in regard to the convening and the meeting may be validly held without prior notice.

14.7 If there are more than twenty-five (25) shareholders, the resolutions of the shareholders must be passed at meetings that shall be convened according to the relevant provisions of the law.

14.8 If there are several shareholders, but not more than twenty-five (25) shareholders, the resolutions of the shareholders may be passed in written form. When the text of the resolutions to be passed have been transmitted to the shareholders by the Managers, the shareholders shall be bound to make their decision within fifteen (15) calendar days from the reception of the text of the proposed resolution to be passed and to communicate the decision to the Company by way of any written form of communication. Such decisions shall be limited to exceptional circumstances.

14.9 A shareholder may be represented at a meeting of the shareholder by a proxyholder which is to be appointed in written form (or by fascimile or e-mail or any similar way). The proxyholder must not be a shareholder.

14.10 Resolutions are - subject to any other provisions of the law and these Articles - only validly taken if passed by shareholders representing a majority of the share capital at least, except however resolutions amending the Articles or a resolution in relation to a change of nationality, to be taken unanimously.

Chapter V. - Financial year, Distribution of profits

Art. 15. Financial year.

15.1 The financial year of the Company is the calendar year (1 January until 31 December).

15.2 Each year on the thirty-first of December the annual accounts are closed and the Board of Managers of the Company draws up an inventory, which sets out all assets and liabilities of the Company.

15.3 Any Manager or his proxy may inspect the inventory and the balance sheet at the Company's registered office.

15.4 If the Company consists out of more than twenty-five (25) shareholders, this right can only be exercised within fifteen (15) calendar days before the holding of the annual general meeting.

Art. 16. Supervision of the Company.

16.1 If there are more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by a supervisory board composed of one or more internal auditors (commissaires). They may be shareholders or non-shareholder.

16.2 When the limits provided by article 35 of the law of 19 December 2002 (as amended) on the Luxembourg Trade and Companies register are met, the Company shall have the annual accounts audited by one or more independent auditors (réviseurs d'entreprise agréés). The independent auditors are elected among the members of the «Institut des réviseurs d'entreprises».

16.3 Irrespective of the aforementioned limits, the sole shareholder or the meeting of the shareholders may at any time by way of resolution appoint one or more independent auditors and set the modalities of execution of their mandate (s).

Art. 17. Allocation and Distribution of profits, Repatriation of net proceeds.

17.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

17.2 If, after the allocation to the legal reserve, distributable reserves exist, the Board of Managers shall recommend the way the remaining annual net profits shall be allocated, by way of either full or partial allocation to a reserve, carrying-forward to the next financial year or, together with carried-forward profits, distributable reserves or share premiums distribution to the shareholders.

17.3 The shareholders shall participate to the Company's profits and losses pro rata to the Shares held by the shareholders in the Company.

17.4 The decision to distribution and the amount of the distribution shall be taken by the shareholders in accordance with the provisions of article 16.

17.5 Irrespective of the above provisions, the Board of Managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers to shareholders before the end of the financial year, while it is assumed (i) that the amount to be distributed may not exceed the realized profits since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, increased by the carried forward profits and decreased by withdrawals out of the available reserves and losses carried forward and sums to be allocated to a reserve in accordance with the law or these Articles and (ii) that distributed amounts, that do not correspond to actual profits shall be refunded by the shareholders.

Chapter VI. - Liquidation

Art. 18. Dissolution and Liquidation.

18.1 The Company is not dissolved through death, the repeal of civil rights, the insolvency or the bankruptcy of the sole shareholder or one of the shareholders.

18.2 The liquidation of the Company is decided by the meeting of the shareholders in accordance with the relevant legislation.

18.3. The liquidation of the Company shall be carried out by one more liquidators who are appointed by the meeting of the shareholders, who can be shareholders or other (natural or legal) persons and whose powers and compensation are determined by the shareholders.

Chapter VII. - Governing law; Final provisions

Art. 19. Governing Law. All matters not specifically governed by the Articles shall be determined in accordance with the relevant provisions of the Law.

Art. 20. Final provisions. In the case that single provisions of these Articles become fully or partially invalid or any omission is contained in these Articles, the validity of the remaining provisions shall - subject to the Law - not be affected. The shareholders are in fact obliged to replace any invalid or missing provision according to the provisions of the Law and these Articles by a provision that would have reasonably been agreed upon by the shareholders if they would have identified the invalidity or incompleteness of the relevant provision at the time of the adoption of these Articles."

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to be EUR 1,600.-.

Whereof the present deed is drawn up in Senningerberg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholders of the appearing persons, the said proxyholders of the persons appearing signed together with the notary, the present original deed.

Follows the German Version:

Im Jahre zweitausenddreizehn, den siebzehnten April.

Vor mir, Maître Paul Bettingen, Notar mit dem Amtssitz in Niederanven, Grossherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

1° SIGNA Prime Luxembourg S.à r.l., eine société à responsabilité limitée, gegründet nach dem Recht von Luxemburg, eingetragen beim Handels- und Firmenregister in Luxemburg, unter der Nummer B164984, mit dem Gesellschaftssitz in L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff,

2° BSG Real Estate (Netherlands) I B.V., eine besloten vennootschap, gegründet nach dem Recht von Niederlanden, eingetragen beim Handels- und Firmenregister in Amsterdam, unter der Nummer 56642482, mit dem Gesellschaftssitz in Haaksbergweg 59, 1101 BR Amsterdam Zuidooost, Netherlands,

beide hier vertreten durch Herrn Jean-Pierre Dias, Privatangestellter, mit beruflicher Anschrift in Senningerberg, auf Grund zwei privatschriftlichen Vollmachten, welche, nachdem sie durch den Erschienenen und den unterzeichnenden Notar "ne varietur" unterschrieben wurde, gegenwärtiger Urkunde beigelegt bleiben, um mit ihr einregistriert zu werden.

Die vorbezeichneten Gesellschaften sind die einzigen Gesellschafter der Kaufhaus Immobilien Holding B S.à r.l., eine société à responsabilité limitée gegründet nach dem Recht von Luxemburg, mit dem Gesellschaftssitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grossherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Handels- und Firmenregister in Luxemburg, unter der Nummer B 172683, gegründet am 9. November 2012 durch Urkunde des Notars Henri Hellinckx, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2988 am 10. Dezember 2012 (die "Gesellschaft"). Die koordinierte Satzung wurde seit dem nicht geändert.

Die Erschienenen, welche das gesamte Kapital der Gesellschaft darstellen, ersuchen den unterzeichnenden Notar, folgendes zu beurkunden:

Das gegenwärtige Versammlung folgende Tagesordnung hat:

Tagesordnung

1. Schaffung neuer Klassen von A und B Anteilen mit einem Nominalwert von jeweils einem Euro (EUR 1).
2. Umwandlung von zwölftausend (12.000) existierenden Anteilen, die gegenwärtig vom Gesellschafter SIGNA Prime Luxembourg S.à r.l. gehalten werden, in zwölftausend (12.000) Anteile der Klasse A mit einem Nominalwert von jeweils einem Euro (EUR 1).
3. Umwandlung von zwölftausend (12.000) existierenden Anteilen, die gegenwärtig vom Gesellschafter BSG Real Estate (Netherlands) I BV gehalten werden, in zwölftausend (12.000) Anteile der Klasse B mit einem Nominalwert von jeweils einem Euro (EUR 1).
4. Klassifizierung der gegenwärtigen Geschäftsführer der Gesellschaft.
5. Änderung der Vertretung der Gesellschaft gegenüber Drittpersonen.
6. Änderung der Sprache der Satzung der Gesellschaft von Deutsch auf Englisch.
7. Ernennung eines Wirtschaftsprüfers.
8. Vollständige Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft (ohne Abänderung des Gesellschaftszwecks).
9. Verschiedenes.

Die Hauptversammlung der Gesellschafter fassen folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, die Anteilklassen A und B mit einem Nominalwert von jeweils einem Euro (EUR 1) zu schaffen.

Zweiter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, zwölftausend (12.000) existierende Anteile, die gegenwärtig vom Gesellschafter SIGNA Prime Luxembourg S.à r.l. gehalten werden, in zwölftausend (12.000) Anteile der Klasse A mit einem Nominalwert von jeweils einem Euro (EUR 1) und den in der Satzung der Gesellschaft aufgeführten Bestimmungen unterstellt, umzuwandeln.

Dritter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, zwölftausend (12.000) existierende Anteile, die gegenwärtig vom Gesellschafter BSG Real Estate (Netherlands) I BV gehalten werden, in zwölftausend (12.000) Anteile der Klasse B mit einem Nominalwert von jeweils einem Euro (EUR 1) und den in der Satzung der Gesellschaft aufgeführten Bestimmungen unterstellt, umzuwandeln.

Vierter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt die gegenwärtigen Geschäftsführer, die für einen unbegrenzten Zeitraum ernannt wurden, neu zu klassifizieren.

Folgende gegenwärtige Geschäftsführer werden zu A Geschäftsführern der Gesellschaft klassifiziert:

- Herr Daniel Kranz, geboren am 10. März 1972, in Trier (Deutschland), berufsansässig an 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg; und

- Herr Bernd Manchen, geboren am 8. Januar 1975 in Graz (Österreich), berufsansässig an 31, Maria-Theresien-Straße, A-6020 Innsbruck.

Folgende gegenwärtige Geschäftsführer werden zu B Geschäftsführern der Gesellschaft klassifiziert:

- Herr Gregg Blackstock, geboren am 24. September 1974 in Mbabane (Swaziland), berufsansässig an 7 Old Park Lane, Mayfair, London W1K 1QR, Vereinigtes Königreich; und

Herr Michael Lange, geboren am 28. Juni 1964 in Scheeßel (Deutschland), berufsansässig an 16, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.

Fünfter Beschluss

Laut vorstehenden Beschluss beschließt die Hauptversammlung die Vertretung der Gesellschaft abzuändern und dementsprechend Artikel 10 der Satzung abzuändern wie folgt:

Art. 10. Vertretung der Gesellschaft. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft (i) durch die gemeinsame Unterschrift der Geschäftsführer A; und, (ii) durch die Unterschrift von jeglicher Person, der durch den gemäß vorstehend (i) jeweils vertretungsberechtigten Geschäftsführer eine entsprechende Befugnis übertragen wurde/wird.

Sechster Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, die Sprache der Satzung der Gesellschaft von Deutsch auf Englisch gefolgt von einer deutschen Übersetzung abzuändern. Der englische Text soll maßgeblich sein.

Siebenter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, die folgende Person zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft, bis zur Verabschiedung durch die Hauptversammlung, der Jahresabschlüsse des ersten Geschäftsjahres, zu ernennen:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., eine société à responsabilité limitée gegründet und existierend unter den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen beim Handels- und Firmenregister in Luxemburg, unter der Nummer B 65477, mit dem Gesellschaftssitz in 400, Route d'Esch, L-1471 Luxemburg.

Achter Beschluss

Als Konsequenz der vorangegangenen Beschlüsse, beschließt die Hauptversammlung die Satzung der Gesellschaft (ohne Abänderung des Gesellschaftszwecks) vollständig umzuschreiben, welche fortan wie folgt lautet:

"Kapitel I. - Form, Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Form - Name. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter dem Namen «Kaufhaus Immobilien Holding A S.à r.l.», die dem luxemburgischen Recht untersteht, das für eine solche juristische Person gilt (nachstehend die "Gesellschaft") insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geltenden Fassung (nachstehend das "Gesetz") und der vorliegenden Satzung (nachstehend die "Satzung").

Art. 2. Sitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft wird in Senningerberg (Großherzogtum Luxemburg) errichtet.

2.2 Er kann durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung der Gesellschafter, die in der Weise beraten, wie dies für eine Satzungsänderung vorgesehen ist, an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.3 Die Adresse des Geschäftssitzes der Gesellschaft kann innerhalb der Gemeinde Niederaanven durch einfachen Beschluss des Vorstandes (wie unten definiert) verlegt werden.

2.4 Sollte eine Lage eintreten oder als drohend erscheinen, sei sie militärisch, politisch, wirtschaftlich oder sozial, welche die normale Tätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz verhindern würde, so kann der Sitz der Gesellschaft zeitweilig ins Ausland verlegt werden, bis sich die Lage normalisiert hat; solche vorübergehenden Maßnahmen beeinträchtigen die Nationalität der Gesellschaft nicht, welche, ungeachtet der vorübergehenden Verlegung des Sitzes, eine Luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung über die Verlegung des Sitzes ins Ausland erfolgt durch den Vorstand.

2.5 Die Gesellschaft darf im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland Büros und Zweigniederlassungen errichten.

Art. 3. Zweck.

3.1 Hauptzweck der Gesellschaft ist der direkte oder indirekte Erwerb, das Halten, Verwalten, die Entwicklung und der Verkauf von Beteiligungen und Anteilen an luxemburgischen oder ausländischen juristischen Personen, Körperschaft-

ten und/oder Personen- und Kapitalgesellschaften (jeweils eine "Tochtergesellschaft"), und zwar in jeder Form gleich welcher Art und insbesondere auch im Wege der Gründung, sowie die Geschäfte der Tochtergesellschaften zu führen.

3.2 Die Gesellschaft kann - direkt und/oder (ggf. auch mehrfach) indirekt über ihre Tochtergesellschaften - grundstückbezogene Investitionen tätigen, insbesondere Grundstücke erwerben, halten, verwalten, entwickeln und veräußern.

3.3 Die Gesellschaft kann auch, direkt oder indirekt, in Vermögenswerte, gleich welcher Art investieren, diese erwerben, halten oder über sie verfügen, in jeder Form gleich welcher Art.

3.4 Die Gesellschaft darf insbesondere folgende Geschäfte tätigen, wobei es sich versteht, dass die Gesellschaft keine Geschäfte tätigen wird, die sie in eine Tätigkeit involvieren würde, die als regulierte Aktivität im Finanzbereich zu betrachten ist:

(a) sich Geld, in welcher Form auch immer, zu leihen oder Kredite, in welcher Form auch immer, zu erhalten und Geld aufzunehmen, insbesondere durch, aber nicht beschränkt auf, die Ausgabe, immer auf privater Basis, von Anleihen, Schuldscheinen, Eigenwechseln und anderen Schuld- oder Kapitalinstrumenten, seien sie konvertibel oder nicht, und durch die Verwendung von Finanzderivaten oder auf andere Art;

(b) Geld vorzuschießen, auszuleihen oder zu hinterlegen oder Kredit zu vergeben, an oder mit, oder irgendein Schuldinstrument, welches von einer luxemburgischen oder ausländischen juristischen Person ausgegeben wurde, zu zeichnen oder zu kaufen, unter geeignet erscheinenden Bedingungen, mit oder ohne Sicherheit;

(c) Garantien, Haftungsübernahmen, Bürgschaften, Verpfändungen und/oder jede andere Form von Sicherheit abschließen/gewähren, sei es durch persönliche Verpflichtung oder durch Hypothek oder Belastung des Unternehmens oder eines Teils davon, von (gegenwärtigen oder künftigen) Vermögenswerten oder durch alle oder eine dieser Methoden, und zwar sowohl für die Ausführung von Verträgen oder Verpflichtungen der Gesellschaft als auch für die Ausführung von Verträgen oder Verpflichtungen oder anderweitig zu Gunsten ihrer Tochtergesellschaften, innerhalb der Grenzen und im Einklang mit den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts.

3.5 Die Gesellschaft kann alle rechtlichen, geschäftlichen, technischen und finanziellen Investitionen oder Transaktionen vornehmen und allgemein alle Transaktionen tätigen, die notwendig sind, um ihren Gesellschaftszweck zu erfüllen, sowie alle Transaktionen, die in direkter oder indirekter Verbindung zu der Erleichterung der Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks in allen oben beschriebenen Bereichen stehen.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Dauer errichtet.

Kapitel II. - Kapital, Anteile

Art. 5. Anteilkapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital wird auf vierundzwanzigtausend Euro (EUR 24.000,00) festgesetzt, eingeteilt in zwölftausend (12.000) Anteile der Anteilsklasse A (die "Klasse A-Anteile") und zwölftausend (12.000) Anteile der Anteilsklasse B (die "Klasse B-Anteile") mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die Anteile der Anteilsklasse A, sowie die Anteile der Anteilsklasse B werden fortan kollektiv als "Anteile" bezeichnet).

5.2 Sofern in dieser Satzung nicht ausdrücklich etwas anderes bestimmt ist, berechtigt jeder Anteil zur Ausübung gleicher Rechte.

5.3 Die Gesellschaft kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Unteilbarkeit der Anteile. Gegenüber der Gesellschaft sind die Anteile der Gesellschaft unteilbar, da nur ein Eigentümer pro Anteil zugelassen ist. Miteigentümer müssen eine einzige Person als ihren Vertreter gegenüber der Gesellschaft bestimmen.

Art. 7. Übertragung von Anteilen.

7.1 Existiert nur ein einziger Gesellschafter, so sind die seitens des einzigen Gesellschafters gehaltenen Anteile der Gesellschaft frei übertragbar.

7.2 Existieren mehrere Gesellschafter, so können die seitens der Gesellschafter jeweils gehaltenen Anteile (i) frei zwischen den Gesellschaftern unter Vorbehalt der Bestimmungen des Artikels 7.3 nachstehend, und (ii) in Anwendung der Voraussetzungen von Artikel 189 und 190 des Gesetzes an Nichtgesellschafter übertragen werden.

7.3 Alle Anteilsübertragungen unterliegen jeglichen Beschränkungen die in einem von den Gesellschaftern der Gesellschaft zum Zweck der Regelung von Gesellschaftsangelegenheiten abgeschlossenen Vertrags aufgeführt sind (ein "Gesellschaftervertrag").

Kapitel III. - Geschäftsführung

Art. 8. Geschäftsführung.

8.1 Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt zwei (2) Geschäftsführern der Klasse A (die "A Geschäftsführer") und zwei (2) Geschäftsführern der Klasse B (die "B Geschäftsführer" und zusammen mit den A Geschäftsführern, die "Geschäftsführer") die einen Geschäftsführervorstand bilden (der "Vorstand").

8.2 Die A Geschäftsführer sollen von den Inhabern der der Klasse A-Anteile zur Ernennung vorgeschlagen werden und B Geschäftsführer sollen von den Inhabern der Klasse B-Anteile zur Ernennung vorgeschlagen werden.

Die Gesellschafter sind dazu verpflichtet die Ernennung der vorgeschlagenen Personen zu Geschäftsführern der Gesellschaft zu bewirken. Ein Gesellschafter kann eine solche Ernennung durch einen anderen Gesellschafter nur unter Angabe von einschlägigen Gründen verweigern, die im besten Interesse der Gesellschaft liegen, vorausgesetzt, dass diese Gründe ausschließlich die vorgeschlagene Person betreffen.

Das Recht jedes Gesellschafters zwei (2) Geschäftsführer A oder zwei (2) Geschäftsführer B zur Ernennung vorzuschlagen ist auf nachfolgende Ernennungen anwendbar (z.B. als Folge der Entlassung oder Kündigung eines Geschäftsführers).

8.3 Auf Anfrage des jeweiligen Geschäftsführers muss die von ihm vorgeschlagene Person von seinem Amt als Geschäftsführer der Gesellschaft entlassen werden.

8.4 The Vorsitzende des Vorstands, sofern ernannt, soll keine ersetzende Stimmbefugnis haben (Stichentscheid).

Art. 9. Befugnisse des Vorstands.

9.1 In seinen Beziehungen mit Dritten hat der Vorstand, die weitgehendsten Befugnisse, unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen und Transaktionen auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Zweck der Gesellschaft im Einklang stehen, und unter dem Vorbehalt, dass die Bestimmungen dieses Artikels dabei eingehalten werden.

9.2 Die Gesellschafter in einer Hauptversammlung handelnd, müssen eine interne Geschäftsordnung erlassen, über die der Vorstand in Kenntnis gesetzt wird und die für diesen jeweils bindend ist (die "Geschäftsordnung". Zur Vermeidung jedes Zweifels, kann die Geschäftsordnung nur durch Beschluss der Gesellschafterhauptversammlung abgeändert werden.

9.3 Alle Befugnisse, die nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Vorstands.

9.4 Der tägliche Betrieb der Gesellschaft wird von Personen ausgeführt die zeitweilig vom Vorstand unter den Geschäftsführern A ernannt werden, unter Vorbehalt von Befugnisbeschränkungen, die in der Geschäftsordnung aufgeführt sind.

Art. 10. Vertretung der Gesellschaft. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft (i) durch die gemeinsame Unterschrift der Geschäftsführer A; und, (ii) durch die Unterschrift von jeglicher Person, der durch den gemäß vorstehend (i) jeweils vertretungsberechtigten Geschäftsführer eine entsprechende Befugnis übertragen wurde/wird.

Art. 11. Delegierung und Beauftragter des Vorstands.

11.1 Der Vorstand, kann seine Befugnisse für spezifische Aufgaben an einen oder mehrere Ad-hoc-Beauftragte/n delegieren.

11.2 Jeder Geschäftsführer wird die Verantwortlichkeiten und gegebenenfalls die Vergütung des entsprechenden Beauftragten, die Dauer des Vertretungszeitraums sowie jegliche sonstigen relevanten Bedingungen von dessen Beauftragung festlegen.

Art. 12. Sitzung des Vorstands.

12.1 Bei Existenz mehrerer Geschäftsführer gelten folgende Regeln:

Die Sitzungen des Vorstands werden durch jedweden Geschäftsführer einberufen. Der Vorstand kann einen Vorsitzenden ernennen. Die Sitzungen des Vorstands finden in Luxemburg statt.

12.2 Der Vorstand kann ohne vorherige Benachrichtigung wirksam beraten und beschließen, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und auf die Voraussetzungen und Formvorschriften für die Einberufung verzichtet haben.

12.3 Jeder Geschäftsführer kann für jede Sitzung des Vorstands einen anderen Geschäftsführer durch Ernennung, die schriftlich oder per Telegramm oder Telefax oder Brief erfolgen kann, zu seinem Vertreter bestellen und durch diesen Vertreter handeln, insbesondere abstimmen. Mündliche Ernennungen sind zulässig und wirksam, wenn sie zu einem späteren Zeitpunkt schriftlich (Fax genügt) bestätigt werden.

12.4 Der Vorstand kann nur dann wirksam beraten und beschließen, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse des Vorstands werden mit einer Mehrheit angenommen.

12.5 Der Einsatz von Video- und/oder Telefonkonferenzen ist gestattet, sofern jeder teilnehmende Geschäftsführer alle anderen teilnehmenden Geschäftsführer hören kann und von allen anderen teilnehmenden Geschäftsführern gehört werden kann, unabhängig davon, ob dabei diese Technologie verwendet wird oder nicht, und jeder teilnehmende Geschäftsführer gilt als anwesend und ist befugt, per Video oder Telefon abzustimmen. Der Einsatz von Video- und/oder Telefonkonferenzen soll auf Ausnahmefälle beschränkt bleiben.

12.6 Im Übrigen können Beschlüsse auch schriftlich (Fax oder Brief) gefasst werden, sofern sich alle Geschäftsführer hieran beteiligen. Ein entsprechender Beschluss kann in einem einzigen Dokument oder in mehreren separaten Dokumenten festgehalten werden, die den gleichen Inhalt haben und von allen Mitgliedern des Vorstands unterzeichnet sind. Dergestalt gefasste schriftliche Beschlüsse sind ordnungsgemäß und wirksam, als ob sie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Vorstands angenommen worden wären. Die Fassung von schriftlichen Beschlüssen soll auf Ausnahmefälle beschränkt bleiben.

12.7 Das Protokoll einer Sitzung des Vorstands wird von allen bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet.

12.8 Auszüge werden von jedwedem Geschäftsführer beglaubigt, oder von jedweder Person, die durch jedweden Geschäftsführer oder bei einer Sitzung des Vorstands ernannt wurde.

Art. 13. Vergütung der Geschäftsführer. Den Geschäftsführern steht zur Ausführung ihres Amtes keine Vergütung zu, sofern nicht anderweit von den Gesellschaftern festgelegt.

Kapitel IV. - Gesellschafterversammlung

Art. 14. Befugnisse der Gesellschafterversammlung - Stimmen.

14.1 Existiert nur ein Gesellschafter, so vereint jener einzige Gesellschafter alle Befugnisse auf sich, die per Gesetz der Gesellschafterversammlung übertragen wurden, und fasst die Beschlüsse in Schriftform.

14.2 Existieren mehrere Gesellschafter, so kann jeder Gesellschafter unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum befindlichen Anteile an Gesellschafterversammlungen teilhaben. Jeder Gesellschafter hat seinem Anteilseigentum entsprechende Stimmrechte. Alle Anteile gewähren die gleichen Stimmrechte.

14.3 Der Vorstand beruft die Gesellschafterversammlungen ein oder schlägt schriftliche Gesellschafterbeschlüsse vor. Jeder Gesellschafter hat das Recht, den Vorstand zur Einberufung der Gesellschafterversammlung zu ersuchen und durch die Gesellschafter zu fassende Beschlüsse vorzuschlagen. Der Vorstand ist dazu verpflichtet innerhalb von 30 Tagen nach Anfrage gemäss dieses Artikels eine Versammlung der Gesellschafter der Gesellschaft einzuberufen oder die Beschlüsse zur Abstimmung durch die Gesellschafter vorzulegen.

14.4 Das Einberufungsschreiben einer Gesellschafterversammlung, sowie die damit verbundene Tagesordnung an jeden einzelnen Gesellschafter mindestens innerhalb von 8 (acht) Tagen vor der Versammlung gesendet werden. Ausnahme hiervon ist die jährliche ordentliche Gesellschafterversammlung für welche die Einberufung mindestens innerhalb von 21 (einundzwanzig) Tagen vor dem Datum der Versammlung stattfinden muss.

14.5 Jeder Gesellschafter darf anfragen, bestimmte Punkte auf die Tagesordnung der nächsten Gesellschafterversammlung zu setzen, vorausgesetzt, dass die Anfrage innerhalb von drei (3) Tagen nach Erhalt des Einberufungsschreibens erfolgt. Eine solche Anfrage muss begründet sein und schriftlich erfolgen. Die anderen Gesellschafter müssen unverzüglich über den neuen Punkt der Tagesordnung in Kenntnis gesetzt werden.

14.6 Sind alle Gesellschafter anwesend oder vertreten, so können sie auf jegliche Formvorschriften für die Einberufung verzichten, und die Versammlung kann ohne vorherige Benachrichtigung wirksam abgehalten werden.

14.7 Existieren mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter, so müssen die Beschlüsse der Gesellschafter in Versammlungen verabschiedet werden, die im Einklang mit den einschlägigen Rechtsvorschriften einberufen werden müssen.

14.8 Existieren mehrere Gesellschafter, jedoch nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter, können die Beschlüsse der Gesellschafter in schriftlicher Form gefasst werden. Sind die zu fassenden Beschlüsse von den Geschäftsführern an die Gesellschafter übermittelt worden, so sind die Gesellschafter verpflichtet innerhalb von fünfzehn (15) Kalendertagen seit dem Eingang des Textes des vorgeschlagenen Beschlusses ihre Entscheidung zu treffen und sie der Gesellschaft durch jedes, die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel, zukommen zu lassen. Derartige Beschlussfassungen sollen auf Ausnahmefälle beschränkt bleiben.

14.9 Ein Gesellschafter kann bei einer Gesellschafterversammlung durch einen Bevollmächtigten, der schriftlich zu ernennen ist (oder per Fax oder E-Mail oder jegliches ähnliche Medium), vertreten werden. Der Bevollmächtigte muss kein Gesellschafter sein.

14.10 Beschlüsse sind - vorbehaltlich jeglicher sonstiger Bestimmungen des Gesetzes und dieser Satzung - nur dann rechtsgültig verabschiedet, sofern sie von Gesellschaftern angenommen werden, die gemeinsam mehr als die Hälfte des Anteilskapitals besitzen, ausgenommen jedoch Beschlüsse, welche die Satzung ändern oder ein Beschluss über die Änderung der Staatszugehörigkeit der Gesellschaft, der Einstimmigkeit erfordert.

Kapitel V. - Geschäftsjahr, Gewinnausschüttung

Art. 15. Geschäftsjahr.

15.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr (1. Januar bis 31. Dezember).

15.2 Jedes Jahr am einunddreißigsten Dezember werden die Konten geschlossen und die Geschäftsführer stellen ein Inventar auf, in dem sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft aufgeführt sind.

15.3 Jeder Gesellschafter oder sein Bevollmächtigter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

15.4 Besteht die Gesellschaft aus mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, kann dieses Recht nur während der fünfzehn (15) Kalendertage vor Abhaltung der jährlichen Gesellschafterversammlung ausgeübt werden.

Art. 16. Aufsicht der Gesellschaft.

16.1 Wenn die Anzahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) übertrifft, muss die Aufsicht durch einen Aufsichtsrat bestehend aus einem oder mehreren Prüfern (commissaires) erteilt werden. Diese können sowohl Gesellschafter als auch Nichtgesellschafter sein.

16.2 Wenn die Grenzwerte, vorgesehen in Artikel 35 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 (in seiner geänderten Fassung) über das Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister erreicht werden, muss die Gesellschaft ihre Jahres-

bilanzen durch einen oder mehreren unabhängige zugelassene Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé) prüfen lassen. Diese Wirtschaftsprüfer werden bei der Gesellschafterversammlung oder durch den Alleingesellschafter ernannt. Die Wirtschaftsprüfer werden innerhalb der Mitglieder des "Institut des réviseurs d'entreprises" ausgewählt.

16.3 Unabhängig der vorgenannten Grenzwerte, können jederzeit einer oder mehrere Wirtschaftsprüfer durch Beschluss der Gesellschafterversammlung oder durch die Alleingesellschafterin ernannt werden, die die Ausführungsmodalitäten seines Mandats/ihrer Mandate festlegen.

Art. 17. Gewinnverteilung, - Ausschüttung, Erlösrückführung.

17.1 Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgesehenen Rücklage zugewiesen. Diese Verpflichtung entfällt sobald und solange diese Rücklage die Höhe von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht.

17.2 Soweit nach der Zuweisung zur gesetzlichen Rücklage verfügbare Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, schlägt der Vorstand wie der verbleibende jährliche Reingewinn verteilt werden soll, indem sie diesen vollständig oder teilweise einer Rücklage zuweisen, auf das nächste Geschäftsjahr vortragen oder, zusammen mit vorgetragenen Gewinnen, ausschüttbaren Rücklagen oder Ausgabeprämien an die Gesellschafter ausschütten.

17.3 Die Gesellschafter sind am Gewinn und Verlust der Gesellschaft pro rata zu den von den Gesellschafter gehaltenen Anteilen der Gesellschaft beteiligt.

17.4 Die Entscheidung zur Ausschüttung und seine Höhe wird von den Gesellschaftern gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 getroffen.

17.5 Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen, kann/können der/die Gesellschafter, auf Grundlage eines Jahresberichts der Geschäftsführer, beschließen Interimsdividenden an den/die Gesellschafter vor dem Ende des Geschäftsjahres auszuzahlen, wobei davon ausgegangen wird, dass (i) der auszuschüttende Betrag das seit Ende des letzten Geschäftsjahrs, dessen Jahresabschluss gebilligt worden ist, erzielte Ergebnis, zuzüglich des Gewinnvortrags sowie der Entnahmen aus den zu diesem Zweck verfügbaren Rücklagen und vermindert um den Verlustvortrag sowie aufgrund gesetzlicher und satzungsmäßiger Verpflichtungen in die Rücklagen einzustellender Beträge, nicht übersteigt, und dass (ii) ausgezahlte Beträge, die nicht tatsächlichen Gewinnen entsprechen, durch die Gesellschafter zurückerstattet werden.

Kapitel VI. - Liquidation

Art. 18. Auflösung und Liquidation.

18.1 Die Gesellschaft erlischt nicht durch den Tod, die Aufhebung der Bürgerrechte, die Zahlungsunfähigkeit oder den Konkurs des einzigen Gesellschafters oder eines der Gesellschafter.

18.2 Die Liquidation der Gesellschaft wird durch die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den einschlägigen Rechtsvorschriften beschlossen.

18.3 Die Liquidation wird durch einen oder mehrere durch die Gesellschafter ernannte Liquidatoren durchgeführt, die Gesellschafter oder andere (natürliche oder juristische) Personen sein können und deren Befugnisse und Vergütung durch die Gesellschafter festgelegt werden.

Kapitel VII. - Anwendbares Recht; Schlussbestimmungen

Art. 19. Anwendbares Recht. Im Hinblick auf alle Aspekte, die in dieser Satzung nicht spezifisch geregelt sind, wird auf die relevanten Bestimmungen des Gesetzes verwiesen.

Art. 20. Schlussbestimmungen. Sollten einzelne Bestimmungen dieser Satzung ganz oder teilweise unwirksam sein oder werden oder sollte diese Satzung eine Lücke aufweisen, soll - soweit vom Gesetz erlaubt - dies die Gültigkeit der übrigen Bestimmungen dieser Satzung nicht berühren. Vielmehr sind die Gesellschafter verpflichtet, anstelle der ungültigen oder fehlenden Bestimmung eine solche Bestimmung gemäß den Bestimmungen des Gesetzes und der Satzung zu vereinbaren, wie sie die vernünftigerweise vereinbart hätten, hätten sie bei Verabschiedung dieser Satzung die Unwirksamkeit oder das Fehlen der betreffenden Bestimmung erkannt."

Es ist über keine weiteren Angelegenheiten abzustimmen, die Hauptversammlung ist demnach geschlossen.

Kosten und Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Gebühren und Belastungen, gleich welcher Art, die der Gesellschaft obliegen und die der Gesellschaft in Rechnung gestellt werden in Verbindung mit den Gründen der vorliegenden Urkunde betragen EUR 1.600,-.

Worüber die vorliegende Urkunde in Senningerberg unterzeichnet wurde, an dem Tag, welcher zu Anfang der Urkunde erwähnt wird.

Der unterzeichnende Notar beherrscht die englische Sprache in Wort und Schrift und bestätigt auf Nachfrage der erschienenen Partei, dass die vorliegende Urkunde auf Deutsch abgefasst ist nebst einer englischen Fassung; auf Anfrage der erschienenen Partei und im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und deutschen Fassung, soll die englische Fassung maßgeblich sein.

Das Dokument wurde den Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen, der besagte Bevollmächtigte der erschienenen Parteien unterzeichnet zusammen mit dem Notar die vorliegende Originalurkunde.

Gezeichnet: Jean-Pierre Dias, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 30 avril 2013. LAC / 2013/ 20099. Reçu 75,- €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 13. Mai 2013.

Référence de publication: 2013061637/635.

(130075557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Kam Credit Investors 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 3.000.000,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 157.043.

In the year two thousand and thirteen, on thirtieth day of April.

Before us Maître Edouard DELOSCH, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

KKR Credit Investors L.P., a limited partnership formed under the laws of the State of Delaware, having its principal place of business at 555 California Street, 50th Floor, San Francisco, CA 94104, and listed under file number 4890069 in the Office of the Secretary of State of the State of Delaware (the "Shareholder"),

hereby represented by Maître Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 29 April 2013.

The said proxy shall be annexed to the present deed.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of KAM Credit Investors 3 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of one hundred eighty-six thousand five hundred seventeen dollars of the United States of America forty-seven cents (USD 186,517.47), with registered office at 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg of 24 November 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 47 of 10 January 2011 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 157.043 (the "Company").

The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg of 2 January 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 656 of 18 March 2013.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of two million eight hundred thirteen thousand four hundred eighty two dollars of the United States of America fifty three cents (USD 2,813,482.53) so as to raise it from its present amount of one hundred eighty-six thousand five hundred seventeen dollars of the United States of America forty-seven cents (USD 186,517.47) to three million dollars of the United States of America (USD 3,000,000.-) by increasing the par value of each outstanding share.

2 To accept subscription for this capital increase by the sole shareholder of the Company and to accept payment in full for such capital increase by a contribution in kind.

3 To amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the capital increase.

4 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of two million eight hundred thirteen thousand four hundred eighty two dollars of the United States of America fifty three cents (USD 2,813,482.53) so as to raise it from its present amount of one hundred eighty-six thousand five hundred seventeen dollars of the United States of America forty-seven cents (USD 186,517.47) to three million dollars of the United States of America (USD 3,000,000.-) by increasing the par value of each outstanding share.

Subscription - Payment

Thereupon the Shareholder declared to subscribe for the capital increase and to make payment in full for such capital increase by a contribution in kind consisting of a claim against the Company in an aggregate amount of two million eight hundred thirteen thousand four hundred eighty two dollars of the United States of America fifty three cents (USD 2,813,482.53).

Proof of the ownership by the Shareholder has been given to the undersigned notary.

The Shareholder declared that the Contribution is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution to the Company.

The Shareholder further stated that a report has been drawn up by the managers of the Company wherein the Contribution is described and valued (the "Report").

The conclusions of the Report read as follows:

"Based on the valuation methodology above described, we have no observation to mention on the value of the contribution in kind made to the Company which corresponds at least to the amount of the capital increase without issuance of new shares."

The Report, which after being signed "ne varietur" by the Shareholder, as above represented, and the undersigned notary, will remain attached to the present deed.

Second resolution

The Shareholder resolved to accept said subscription and payment and to increase the par value of each outstanding share proportionally.

Third resolution

The Shareholder resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions. Said paragraph will from now on read as follows:

" Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at three million dollars of the United States of America (USD 3,000,000.-), divided into one hundred and fifteen thousand (115,000.-) series A shares without nominal value, all of which are fully paid up."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand eight hundred euro (EUR 2,800.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same party and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trentième jour du mois d'avril.

Par-devant nous Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand Duché de Luxembourg.

A comparu:

KKR Credit Investors L.P., une société constituée sous les lois de l'Etat du Delaware, ayant son principal centre d'activités au 555 California Street, 50 th Floor, San Francisco, CA 94104, et immatriculée sous le numéro 4890069 à l'Office of the Secretary of State of the State of Delaware Associé»),

représentée aux fins des présentes par Maître Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 29 avril 2013.

La prédite procuration restera annexée aux présentes.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de KAM Credit Investors 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de cent quatre-vingt-six mille cinq cent dix-sept dollars américains quarante-sept centimes (USD 186.517,47), ayant son siège social au 63, rue Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand Duché du Luxembourg en date du 24 novembre 2010, publié

au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 47 du 10 janvier 2011 et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 157.043 (la «Société»).

Les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg en date du 2 janvier 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 656, en date du 18 mars 2013.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence de deux millions huit cent treize mille quatre cent quatre-vingt-deux dollars américains cinquante trois centimes (USD 2.813.482,53) pour le porter de son montant actuel de cent quatre-vingt-six mille cinq cent dix-sept dollars américains quarante-sept centimes (USD 186.517,47) à trois millions de dollars américains (USD 3.000.000,-) par augmentation du pair comptable de chaque action.

2 Acceptation de cette augmentation de capital par l'associé unique et acceptation de la libération intégrale de cette augmentation de capital par un apport en nature.

3 Modification de l'alinéa premier de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital.

4 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de deux millions huit cent treize mille quatre cent quatre-vingt-deux dollars américains cinquante trois centimes (USD 2.813.482,53) pour le porter de son montant actuel de cent quatre-vingt-six mille cinq cent dix-sept dollars américains quarante-sept centimes (USD 186.517,47) à trois millions de dollars américains (USD 3.000.000,-) par augmentation du pair comptable de chaque action.

Souscription - Paiement

Ensuite l'Associé a déclaré souscrire à l'augmentation de capital et libérer intégralement cette augmentation de capital par un apport en nature consistant en une créance contre la société d'un montant total de deux millions huit cent treize mille quatre cent quatre-vingt-deux dollars américains cinquante trois centimes (USD 2.813.482,53).

La preuve par l'Associé de la propriété de l'Apport a été rapportée au notaire soussigné.

L'Associé a déclaré encore que l'Apport est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport à la Société.

L'Associé a déclaré qu'un rapport a été établi par les gérants de la Société dans lequel l'Apport est décrit et évalué (le «Rapport»).

Les conclusions du Rapport sont les suivantes:

«Sur base du travail effectué, tel que décrit ci-dessus, nous n'avons pas d'observations quant à la valeur totale des apports en nature qui correspond au moins au montant de l'augmentation de capital de la Société sans émission de parts sociales nouvelles».]

Le Rapport, après avoir été signé «ne varietur» par l'Associé, tel que ci-dessus représenté, et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte.

Deuxième résolution

L'Associé a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'augmenter le pair comptable de chaque part sociale émise.

Troisième résolution

L'Associé a décidé de modifier l'alinéa premier de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 5. Capital Emis.** Le capital émis de la Société est fixé à trois millions de dollars américains (USD 3.000.000,-) divisé en cent quinze mille (115.000) parts sociales de Série A sans valeur nominale, et toutes sont entièrement libérées.».

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à deux mille huit cents euros (EUR 2.800,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, notaire le présent acte.

Signé: N. GAUZÈS, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 03 mai 2013. Relation: DIE/2013/5688. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 10 mai 2013.

Référence de publication: 2013060255/161.

(130074299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2013.

Aries Ventures Soparfi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1467 Howald, 42, rue Henri Entringer.

R.C.S. Luxembourg B 135.956.

En application de l'article 3 des statuts, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la société de L - 1818 Luxembourg, 2, rue des Joncs à L - 1467 Howald, 42, rue Henri Entringer.

Luxembourg, le 7 mai 2013.

Pour avis sincère et conforme

Fiduciaire des Classes Moyennes

Référence de publication: 2013059278/12.

(130073123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2013.

Altrio Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 16.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 109.553.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2013.

Matthijs BOGERS

Gérant

Référence de publication: 2013059274/12.

(130073351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2013.

Aveleos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 153.427.

La nouvelle adresse de l'administrateur Marco Giorgi se situe au 31, Viale Majno, 20129 Milan, Italie.

La nouvelle adresse de l'administrateur Igor Akhmerov se situe au 398, Seestrasse, 8708 Männedorf, Suisse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2013.

Référence de publication: 2013059282/11.

(130073105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2013.

Batselaer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 39.385.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013059346/10.

(130073325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2013.